

**PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT**

-----

**ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE  
À LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL  
VALANT DÉCLARATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7  
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT  
LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN  
DES FLEUVES ORB ET LIBRON SUR LE TERRITOIRE DE LA  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION HÉRAULT MÉDITERRANÉE**

-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2019-I-1287 du 03 OCTOBRE 2019**

-----

**COMMISSAIRE – ENQUÊTEUR**

Michel FREMOLLE, Architecte DPLG – Urbaniste SFU retraité

**Document 1**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE – ENQUÊTEUR**

**Document 2**

**AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE – ENQUÊTEUR**

**Document 3**

**DOCUMENTS ANNEXES AU RAPPORT**

Remis à la Préfecture de l'Hérault  
(DRCL/BE)

Montpellier le 03.01.2020



Michel FREMOLLE



# PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT

-----

## **ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL VALANT DÉCLARATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN DES FLEUVES ORB ET LIBRON SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION HÉRAULT MÉDITERRANÉE**

-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2018-I-1287 du 03 OCTOBRE 2019**

-----

### **COMMISSAIRE – ENQUÊTEUR**

Michel FREMOLLE, Architecte DPLG – Urbaniste SFU retraité

## **Document 1**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE – ENQUÊTEUR**

<b>I - Objet de l'enquête publique</b>	<b>page 02</b>
Le contexte de la gestion des bassins versants de l'Orb et du Libron Quels sont les travaux dans le territoire de la CAHM ? Les prévisions financières Pourquoi un DIG ? Les textes applicables régissant la conduite de la procédure	
<b>II - Composition du dossier</b>	<b>page 08</b>
Constitution et mise à disposition du dossier Les pièces du dossierP	
<b>III - Déroulement de l'enquête</b>	<b>page 11</b>
Désignation du commissaire-enquêteur Période préparatoire à l'ouverture de l'enquête publique Arrêté Préfectoral et diffusion du dossier Publicité et affichage Pendant la période d'enquête publique Communication des observations et réception du public Clôture de l'enquête publique Synthèse des avis et mémoire en réponse Remise du rapport et de l'avis du commissaire enquêteur	
<b>IV - Observations recueillies en cours d'enquête</b>	<b>page 15</b>
Avis des services publics Observations des personnes et des associations Analyse par le CE des dépositions et classement par thèmes	
<b>V - Mémoire en réponse du maître d'ouvrage</b>	<b>page 20</b>
<b>VI - Liste des documents annexés au rapport</b>	<b>page 23</b>



## I – OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique a pour objet le **Programme Pluriannuel d'Entretien 2020-2030** prévu pour améliorer le fonctionnement hydro-morphologique et écologique dans la partie aval des cours d'eau côtiers **dans le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM).**

**Les 2 communes concernées sont VIAS et PORTIRAGNES.**

**La compétence GeMAPI** « Gestion des Eaux, des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 affectée aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) : **c'est donc la CAHM qui assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux dans son territoire.**

Le dossier précise que : *« Toutefois l'intervention de la collectivité sur les secteurs définis ne dispense en rien les propriétaires riverains, qu'ils soient publics ou privés, de leur devoir d'entretien. »*

### Rappels du code de l'environnement :

*Article L.215-14 : « ... le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique, ou le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives... ».*

*Article R.215-2 : « L'entretien du cours d'eau auquel est tenu le propriétaire en vertu de l'article L.215-14 est assuré par le seul recours à l'une ou plusieurs des opérations prévues par ledit article et au faucardage localisé (...) sous réserve que le déplacement ou l'enlèvement localisé de sédiments auquel il est le cas échéant procédé n'ait pas pour effet de modifier sensiblement le profil en long et en travers du lit mineur ».*

Face à des carences constatées et pour pouvoir intervenir efficacement par séquences homogènes (nota : la prolifération des plantes invasives ne s'arrête pas à des limites parcellaires...), la collectivité propose de se substituer aux riverains et demande au Préfet que le programme soit déclaré d'intérêt général.

**Le projet est donc un programme de travaux pour une mise en œuvre sur une durée de 10 ans.** Il concerne principalement l'entretien des berges des cours d'eau et la ripisylve (végétation bordant les milieux aquatiques).



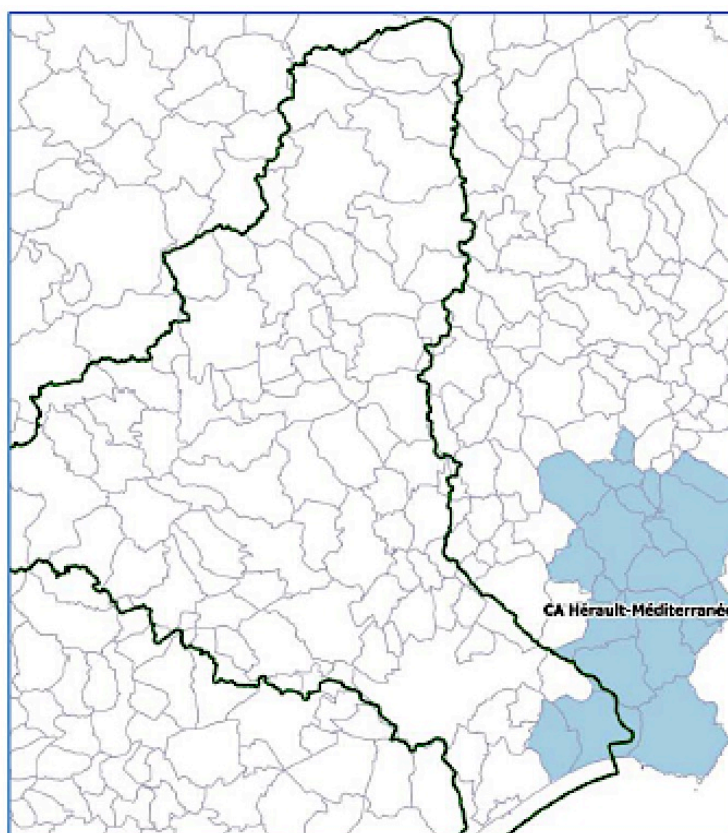
## Le contexte de la gestion des bassins versants de l'Orb et du Libron

Le Syndicat Mixte des Vallées de L'Orb et du Libron (SMVOL), créé en janvier 1997, est un **Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB)**. Il a repris en 2009 la compétence du Syndicat Intercommunal pour la gestion et l'aménagement du Libron (SIGAL).

Le SMVOL est la structure porteuse d'une **démarche globale à l'échelle de l'ensemble des bassins versants de l'Orb et du Libron**, notamment dans le domaine de la planification de l'eau (le SAGE, schéma d'aménagement et de gestion de l'eau, a été approuvé le 05.07.2018). Il assure des missions de coordination, d'animation et d'études pour une gestion globale équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques, pour définir des programmes d'actions opérationnelles sur toutes les thématiques liées à l'eau.

Dans un objectif de mutualisation et de cohérence territoriale, **le SMVOL assure une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage** dans le cadre d'une convention de prestation avec chacun des EPCI concernés par ce territoire.

A ce titre le Syndicat a été chargé de faire réaliser les études, de constituer les dossiers réglementaires, et de suivre les procédures en appui des collectivités. **Cependant il n'a pas la compétence en matière de maîtrise d'ouvrage des travaux qui restent à la charge de chaque EPCI, notamment budgétairement.**

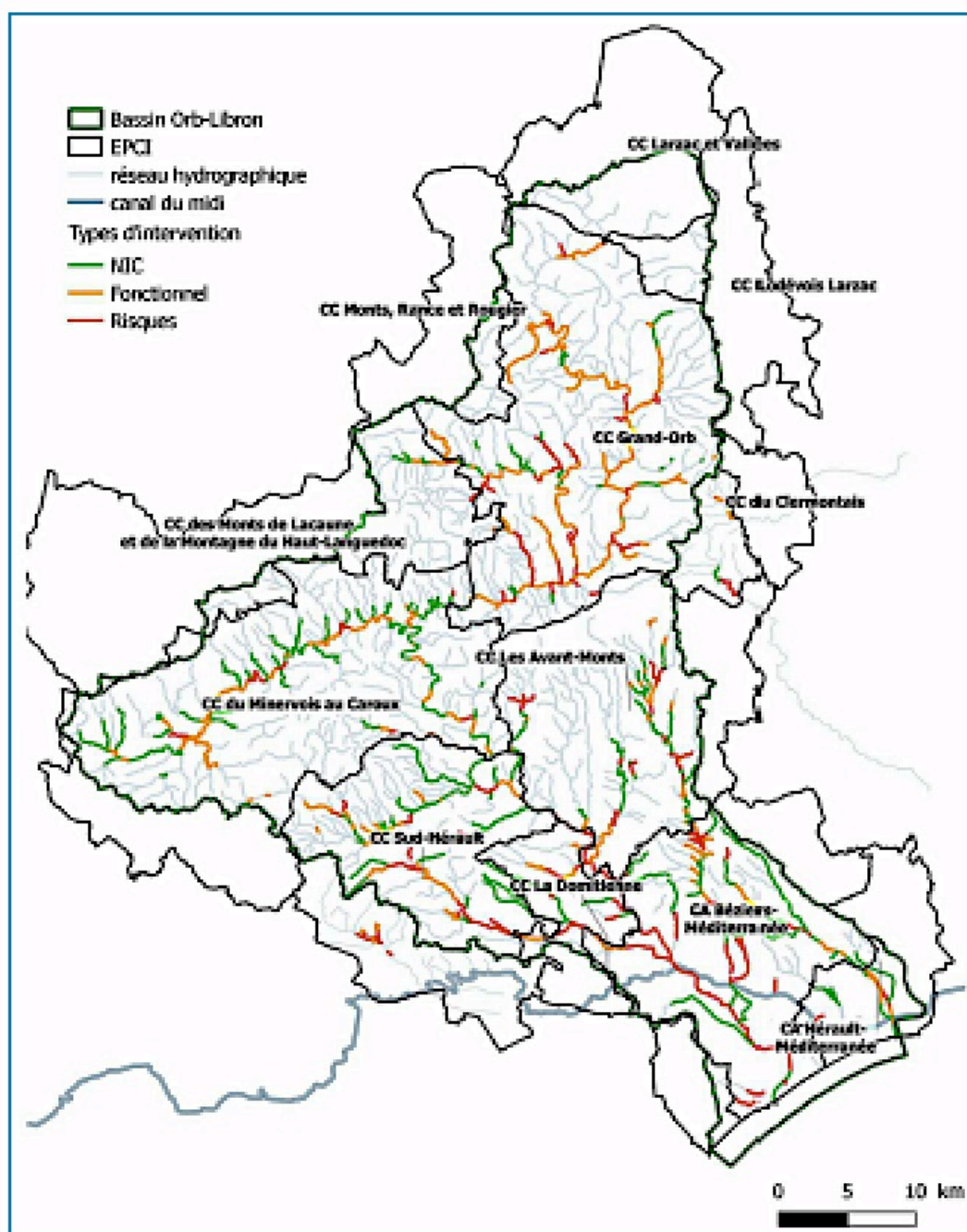


Le Plan Pluriannuel d'Entretien concerne 83 communes dans 8 EPCI

Pour la CAHM ce sont 2 communes littorales : Vias et Portiragnes



*Vue générale des secteurs d'intervention du Plan Pluriannuel d'Entretien Orb-Libron*

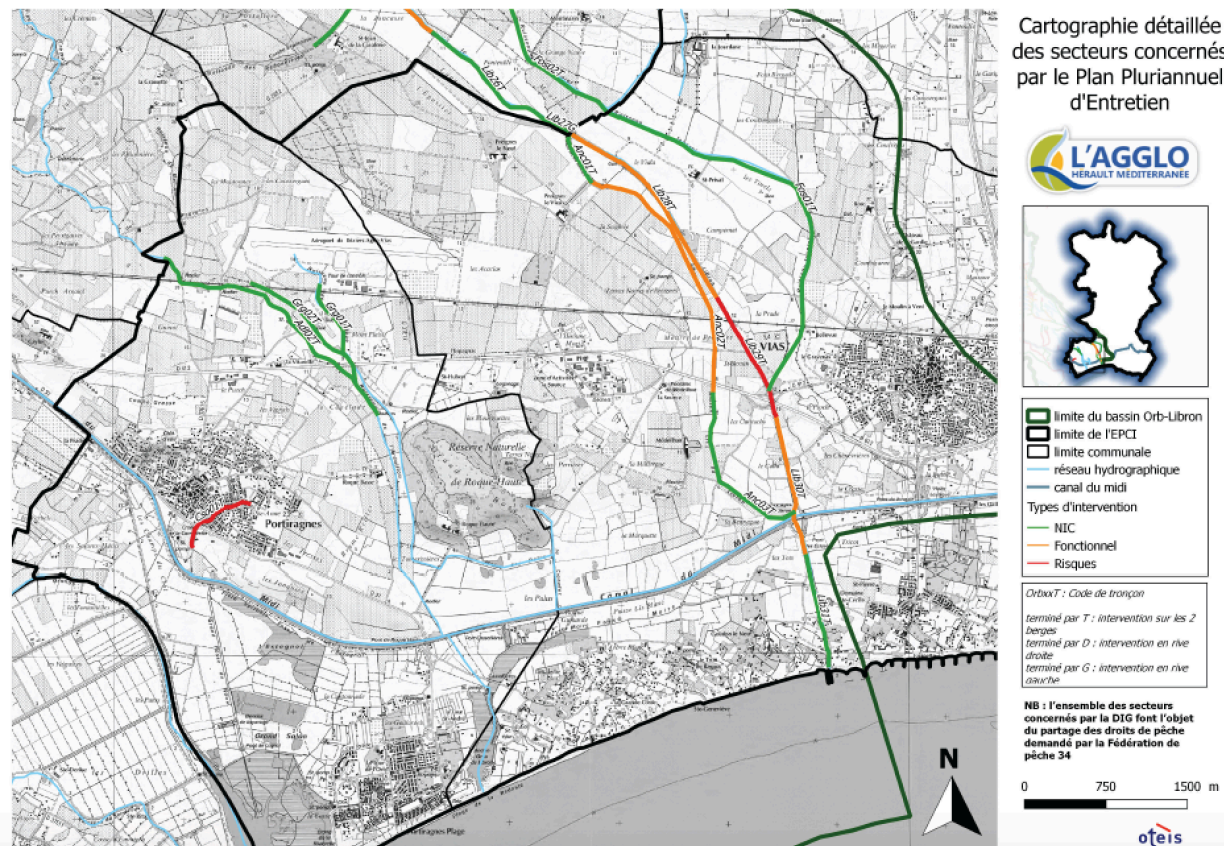


Extrait du dossier général présenté à l'enquête publique localisant les opérations envisagées (page 17) avec 3 niveaux d'intervention (page 57)

- **NIC non intervention contrôlée** (en vert) : surveillance sans intervention systématique et programmée mais avec des possibilités d'intervenir si nécessaire...
- **Gestion fonctionnelle** (en orange) : secteurs nécessitant des interventions plus ou moins régulières pour maintenir les fonctionnalités hydrauliques et écologiques du milieu...
- **Gestion risque** (en rouge) : secteurs nécessitant des interventions plus ou moins régulières et une gestion plus drastique de la végétation répondant plus à un enjeu hydraulique qu'au maintien de la fonctionnalité du milieu ...



## Quels sont les travaux dans le territoire de la CAHM ?



Le programme a été élaboré par l'équipe du Syndicat Mixte en collaboration avec les services de la CAHM.

**Les travaux d'entretien envisagés relèvent de l'item 2 (entretien et aménagement d'un cours d'eau) de la compétence GeMAPI. Ils doivent être compatibles avec le SDAGE Rhône-Méditerranée et le SAGE Orb-Libron.**

La nature et la localisation de ces travaux découlent du diagnostic et des reconnaissances sur le terrain, ayant permis de définir 4 objectifs (page 57):


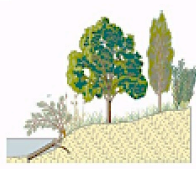
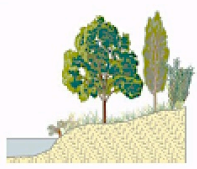
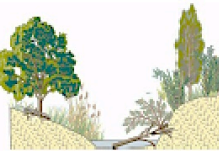
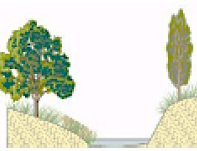

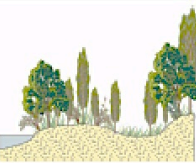
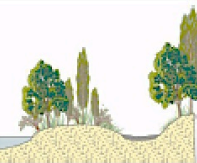
- *Améliorer les écoulements en crue via un entretien ciblé,*
- *Participer au ralentissement des eaux de crue, via la restauration des ripisylves,*
- *Améliorer les fonctionnalités des ripisylves via un entretien, une restauration de la végétation rivulaire et le contrôle des espèces invasives,*
- *Participer à l'amélioration du transit sédimentaire via des travaux de remobilisation des sédiments.*

Les travaux correspondent aux actions suivantes :

- *Interventions sur des zones ciblées de la ripisylve, et non intervention contrôlée par ailleurs,*
- *Restauration et entretien ponctuel de la ripisylve, pouvant intégrer du bouturage ou du renforcement (en techniques végétales),*
- *Traitement des atterrissements afin de remobiliser les sédiments,*
- *Contrôle des espèces invasives,*
- *Elimination des déchets épars, dépôts sauvages.*

Les périodes d'intervention permettront de limiter les impacts sur la faune et la flore, avec des travaux réalisés en été ou automne, hors période de reproduction.



	Avant intervention	Gestion fonctionnelle	Gestion risques
Entretien des berges	Arbres morts ou vivants ayant un port dangereux	Suppression, avec possibilité de maintien de certains sujets si intérêt faune	Suppression
	Essences envahissantes ou non endémiques	Coupe sélective	
	Futaies d'essences réjetantes	Rajeunissement et éclaircissement	
	Secteurs de densité trop importante	Eclaircissement	Eclaircissement
	Broussailles	Débroussaillage si nécessaire, pour limiter la fermeture du milieu	Débroussaillage
	Emblées	Suppression : démontage de la fraction fine, évacuation des éléments grossiers	Suppression : démontage de la fraction fine, évacuation des éléments grossiers
			
Fossés et rus périurbains			
Régénération de chenaux de crue	Arbres morts : sur pieds, sénescents ou au port dangereux	Suppression	Coupe à blanc de la végétation ligneuse, en ne conservant que quelques individus d'essences adaptées en bordure de chenal
	Autres arbres	Eclaircissement en sélectionnant les individus d'essences adaptées, sains et au port régulier (à effet de peigne recherché)	
	Broussailles	Débroussaillage	Débroussaillage
		Scarification si nécessaire sur les entonnements amont, pour faciliter l'alimentation	Scarification si nécessaire du chenal central
	Emblées	Suppression : démontage de la fraction fine, évacuation des éléments grossiers	Suppression : démontage de la fraction fine, évacuation des éléments grossiers
			

## illustration des niveaux d'intervention sur les berges (page 61)

Il est précisé que le présent programme ne porte pas sur :

- Des opérations de curage, dragage du lit et des berges,
- Des questions ayant trait aux digues ou levées de terre,
- Des opérations de confortement des berges.

## Les prévisions financières

Sur la base de la description des travaux, **un plan de financement** (page 87) a été envisagé, intégrant une prise en charge sur fonds propres à partir des recettes de la taxe GeMAPI, et des subventions provenant des acteurs publics habituels de la gestion des milieux aquatiques.

**La programmation des travaux**, chaque intervention étant prévue dans une saison propice à sa réalisation, est répartie **sur 10 années** pour un coût prévisionnel des travaux de **158 760 € HT**, montant qui a été acté dans la délibération de la CAHM approuvant le projet le 27.05.2019.

Cela représente une somme de : NIC : pm  
Fonctionnel : 13 230 €  
Risques : 2 645 €  
**Total annuel : 15 870 €**



## Dans la commune de Vias : le Libron



Au droit de la D 612, le 24.10.2019



Entre la D 612 et le Canal du Midi



Entre le Canal du Midi et le grau



Vers le grau du Libron

## Dans la commune de Portiragnes :

### le Rec de Casso



Dans la traversée du village

### l'Ardaillou



A la croisée du chemin d'accès à Roque Haute



## **Pourquoi une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ?**

Le maintien des conditions hydrauliques et des qualités environnementales des cours d'eau dépasse l'intérêt particulier de la succession des propriétaires riverains, sur chacune des rives. Comment organiser une gestion coordonnée et cohérente, prenant en compte tous les enjeux dans la durée, sur l'ensemble de son linéaire et de ses abords ?

C'est pourquoi le Code de l'Environnement (article L.211-7) prévoit que les collectivités ayant compétence en matière d'aménagement de cours d'eau puissent réaliser des travaux présentant un caractère d'intérêt général, donc se substituer aux propriétaires.

La DIG, si elle est acceptée par le Préfet, aura pour effet d'autoriser la CAHM :

- à exécuter les travaux définis et programmés dans le PPE en lieu et place des riverains ou gestionnaires,
- à pénétrer, avec les entreprises, sur les parcelles privées concernées pour avoir accès aux lieux nécessitant une action telle que décrite dans le programme (servitude temporaire en application de l'article L.215-18 du Code de l'Environnement).

Il est précisé que les conditions d'accès seront définies préalablement en accord avec le propriétaire, et que la CAHM ne demandera pas de participation financière aux riverains (page 87) ;

## **Les textes applicables régissant la conduite de la procédure**

Pour ces travaux d'entretien, la réglementation ne prévoit pas de concertation préalable avec la population, ni de contact direct avec les propriétaires riverains au moment des études. Pour ce projet il n'y a pas eu de participation du public avant le lancement de l'enquête publique.

Cette enquête publique est régie par :

A) La procédure de DIG et de déclaration au titre de la Loi sur l'eau : elle relève essentiellement du Code de l'Environnement, dans la partie législative (L) et dans la partie réglementaire (R), dans les articles des rubriques 211, 214 et 215, notamment en application des articles L.214-1 à L.214-6, L.215-18 et R.214-1, R.214-101.

Par ailleurs la présence de plusieurs sites NATURA 2000 a imposé de réaliser une étude spécifique d'incidence.

B) Les modalités d'organisation de l'enquête publique : elles relèvent également du Code de l'Environnement, notamment des articles R123-1 à R123-25.

A l'issue de la procédure de l'enquête publique, c'est le Préfet qui est l'autorité qui pourra prononcer, ou non, l'Intérêt Général du projet.



## II – COMPOSITION DU DOSSIER

### Constitution et mise à disposition du dossier :

La maîtrise d'ouvrage du programme est assurée par la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) dans le cadre de la nouvelle compétence GEMAPI. Les études pour établir le dossier ont été menées par l'Établissement Public Territorial de Bassin Orb-Libron (EPTB O-L), qui assure une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des 8 EPCI inclus dans le périmètre du bassin Orb-Libron, avec le concours de la société OTEIS d'ingénierie et études techniques.

Le dossier (format papier) **constitué pour être mis à la disposition du public** a été visé par le commissaire-enquêteur (CE), ainsi qu'un registre pour les observations, pendant la période préparatoire à l'ouverture de l'enquête publique, un exemplaire complet ayant été déposé dans les mairies de Vias (siège de l'enquête) et de Portiragnes.

Le CE a pu vérifier que l'ensemble des mêmes documents était consultable pendant toute la durée de l'enquête publique :

- Sur le site internet dédié à cette enquête  
[https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- Sur le site internet des services de l'État  
<http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

Également un poste informatique a été mis à disposition du public dans le hall de la Préfecture de l'Hérault.

### Ce dossier comporte les pièces suivantes :

- **Le registre d'enquête publique** pour y inscrire les observations.
- **La lettre de la DDTM du 16.07.2019** de transmission du dossier à la Préfecture indiquant qu'il a été examiné par son service et jugé complet, régulier et conforme aux dispositions des articles R.214-88 à 104 du code de l'environnement.
- **L'arrêté préfectoral n°2019-I-1287 du 03.10.2019** organisant l'enquête publique, ainsi qu'une copie de l'avis d'enquête.
- **Un Résumé non technique**, descriptif des interventions et cartographies détaillées (12 pages).
- **Le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG), couplé avec le Dossier de déclaration loi sur l'eau**, au titre des articles L.211-7 et L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement. Il comprend 88 pages et 3 annexes :
  - Avant-propos
  - Résumé non technique
  - Identification du maître d'ouvrage



- Cadre réglementaire
- Localisation des opérations envisagées
- État initial
- Enjeux et objectifs du PPE sur l'ensemble des bassins versants
- Travaux envisagés sur le territoire de l'EPCI
- Analyse des effets du projet sur l'environnement et mesures préconisées
- Évaluations des incidences sur les sites Natura 2000
- Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE Orb-Libron
- Moyen de surveillance et d'intervention
- Déclaration d'intérêt général :
  - Objet de la DIG
  - Justification de l'intérêt général des travaux
  - Modalités de réalisation des travaux
  - Financement
- Annexe 1 : Délibération de l'EPCI du 27.05.2019
- Annexe 2 : Courrier de la Fédération de pêche de l'Hérault relatif aux baux de pêche du 12.02.2019 et note explicative
- Annexe 3 : Formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000

- **Cartographie détaillée des secteurs d'intervention** (2 pages au format A3).

#### REMARQUES DU CE :

1. Lors de la réunion préparatoire à l'organisation de l'enquête le 27.09.2019, il a été rappelé que les travaux d'entretien de la ripisylve prévus dans ce programme ne relèvent d'aucune rubrique du tableau annexé au R.122-2 du Code de l'Environnement. Ces travaux ne sont donc pas soumis à étude d'impact ni au cas par cas : il n'y a donc pas d'avis de l'Autorité environnementale à demander. Aussi il ne pourra pas être joint d'avis de l'Ae à ce dossier.

2- Un dossier d'enquête publique est destiné à s'adresser au public : il doit donc être compréhensible et explicite pour être facilement appréhendé et permettre à tout public de s'exprimer en conséquence.

Ce dossier collationne beaucoup d'informations et d'éléments intéressants. Cependant la présentation n'est pas facilement abordable. En effet dans le document principal on décrit, on passe et on revient, mélangeant les échelles de territoires, sur les aspects environnementaux, sur les différents enjeux et les travaux programmés, parfois avec des redites. **Il n'est pas facile de repérer, page par page, ce qui concerne uniquement les sous-bassins du Libron et de l'Ardaillou.**

Heureusement le document tiré à part du résumé non technique permet d'identifier clairement les travaux programmés dans le territoire de la CAHM.

Dans le document principal il aurait été souhaitable de bien identifier :

- une première partie pour toutes les informations générales sur le SMV OL et l'ensemble des bassins de l'Orb et du Libron,
- puis une seconde partie séparée pour ce qui concerne strictement ce programme et sa maîtrise d'ouvrage dans le territoire de la CAHM.

3- La lettre de la DDTM du 16.07.2019 sur la recevabilité du dossier laisse planer une ambiguïté sur le programme et la présente procédure, en n'indiquant pas que la commune de Portiragnes et ses cours d'eau sont aussi concernés (voir copie en annexe G du rapport). Le commissaire enquêteur a demandé qu'un dossier soit également accessible dans cette mairie et y a programmé une permanence.



### III – DEROULEMENT DE L'ENQUETE

#### 1. Désignation du commissaire-enquêteur

Ayant déclaré sur l'honneur n'avoir aucun lien ni intérêt avec la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) et le projet de Programme Pluriannuel d'Entretien des fleuves Orb et Libron, le commissaire-enquêteur (CE) a été désigné par décision n°E19000157/34 du 05/09/2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier pour cette enquête publique.

#### 2. Période préparatoire à l'ouverture de l'enquête publique

##### Les intervenants :

- La DDTM 34 (Service eaux-risques et nature) par courrier du 16.07.2019 a transmis le dossier de ce programme à la Préfecture, en précisant qu'il a été examiné par son service et a été jugé complet, régulier et conforme aux articles R.214- 88 à 104 du code de l'environnement.
- La CAHM assure la maîtrise d'ouvrage du programme dans son territoire et dans le respect de ses compétences. Elle est membre du Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron (SMV O-L).
- L'EPTB O-L qui a constitué le dossier, intervenant dans une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de coordination pour les 8 EPCI.
- La Préfecture est l'autorité décisionnaire organisatrice de l'enquête publique. Elle a demandé au président du Tribunal Administratif la désignation d'un commissaire enquêteur par lettre enregistrée le 27.08.2019.

##### La réunion préparatoire en Préfecture :

Réunion d'information et de coordination en Préfecture à la DRCL/BE le 27.09.2019 avec les responsables du Bureau Environnement, les commissaires enquêteurs (CE) des enquêtes à mener simultanément pour les 8 EPCI (voir chapitre 1), les représentants de chaque EPCI (dont M. Sébastien THÉRON référent du projet pour la CAHM) et Monsieur Benjamin GONZALEZ Technicien de l' EPTB O-L:

- Remise d'un dossier à chacun des CE.
- Présentation du projet d'ensemble et du contexte réglementaire, des missions respectives du syndicat mixte et des établissements intercommunaux qui assurent chacun la maîtrise d'ouvrage des travaux dans son territoire.
- Explications et discussions pour réaliser non pas une enquête avec une commission, mais 8 enquêtes simultanées, dans le territoire de chaque intercommunalité.
- Modalités d'organisation des enquêtes : période et calendrier, sièges des EP, publicités, lieux de dépôt des dossiers et des registres-papier, adresse de chaque enquête dématérialisée (dossier et registre), etc .



- Remise des registres-papier à chaque CE, M. Gonzalez se chargeant du dépôt des dossiers-papier dans chacune des mairies concernées, ainsi que de l'affichage des avis d'enquête publique en accord avec les CE et les EPCI.

Il a été convenu que chaque binôme CE/référent communiquerait à Mme POUTRAIN les lieux et dates des permanences en accord avec les mairies concernées, notamment parce que la réglementation ne prévoit pas que le siège de l'EP puisse être celui de l'intercommunalité.

Pour la CAHM le siège a été fixé en mairie de Vias avec 2 permanences (ouverture et clôture de l'enquête), une 3<sup>ème</sup> permanence étant prévue en mairie de Portiragnes en milieu d'enquête.

### Visites et connaissance du terrain

Par son activité professionnelle antérieure, le CE possède une bonne connaissance des différentes séquences qui composent le parcours des cours d'eau dans le territoire de la CAHM. Il a pu conforter son étude du dossier en naviguant sur les sites de photos aériennes disponibles sur internet.

Le 24 octobre, suite aux intempéries du 22 et 23, il a effectué une visite des lieux pour se rendre compte de l'importance des crues. De même à l'occasion des déplacements il a pu faire des vérifications sur place, suite à des observations reçues lors de l'enquête.

### **3. Arrêté préfectoral et diffusion du dossier**

L'arrêté du Préfet de l'Hérault n°2019-I-1287 portant ouverture et organisation de l'enquête publique, préparé en concertation avec le CE et le maître d'ouvrage, a été signé le 03 octobre 2019.

#### Mise à disposition des documents-papier dans les mairies

M. Gonzalez de L'EPTB a récupéré en Préfecture et assuré le 10.10.2019 le dépôt dans chaque commune de l'arrêté et de l'avis d'enquête à mettre sur leur panneau des affiches légales, ainsi qu'un exemplaire du dossier-papier.

#### Mise à disposition du dossier sur internet

Pour être consultable pendant toute la durée de l'enquête, le dossier a été déposé :

- Sur le site dédié spécifiquement à cette enquête  
[http://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](http://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- Sur le site internet des services de l'État  
<http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- Également sur un poste informatique mis à disposition du public dans le hall et pendant les heures d'ouverture de la Préfecture de l'Hérault.

#### Visa des documents

Le 24.10.2019 avant la date d'ouverture de l'enquête, à l'occasion d'une visite des lieux et d'une tournée de vérification des affichages, le CE a pu constater que les



dossiers étaient disponibles dans les mairies de Vias et Portiragnes. Après avoir vérifié qu'ils étaient complets avec un bordereau des pièces, le CE a paraphé chacun des documents. Il a également joint à chaque dossier un registre-papier coté et paraphé.

#### **4. Publicité et affichage**

Toutes les mesures de publicité et d'affichage de l'avis d'enquête pour une bonne information du public ont été mises en œuvre conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral.

- Ainsi l'avis d'enquête a été publié :

a. Dans la presse

- 1<sup>ère</sup> insertion :        Le Midi Libre : du 18.10.2019,  
                                 Le Paysan du Midi : du 18.10.2019,
- 2<sup>ème</sup> insertion:        Le Midi Libre : du 08.11.2019,  
                                 Le Paysan du Midi : du 08.11.2019.

Un exemplaire des journaux a été paraphé par le CE dans les dossiers remis à la Préfecture.

- b. Sur le site internet de la Préfecture de l'Hérault, ainsi que sur celui de la CAHM, 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, aux adresses indiquées à l'article 6 de l'arrêté préfectoral et sur l'avis d'enquête.
- c. Sur le panneau légal d'affichage à l'extérieur de chacune des 2 mairies : avant l'ouverture de l'enquête, le 24.10.2019 le commissaire-enquêteur a constaté que l'avis était bien affiché. Il a pu le vérifier également lors de chacune de ses permanences. Des certificats d'affichage établis par les maires ont été remis au CE le jour de la clôture de l'enquête.
- d. Sur le terrain : conformément aux localisations définies entre le CE et la CAHM, 3 avis d'enquête au format A2 sur papier jaune, respectant l'arrêté ministériel du 24.04.2012, ont été implantés sur des panneaux en bordure de voiries aux abords des cours d'eau (voir le plan en annexe). Des photos ont été réalisées à l'initiative de la CAHM.

#### **5. Pendant la période d'enquête publique**

- a. L'enquête publique s'est tenue du lundi 04.11.2019 à 9h00 au vendredi 06.12.2019 à 17h00 pendant 33 jours consécutifs, avant la période des fêtes de fin d'année.
- b. Le siège de l'enquête a été fixé en mairie de Vias. La personne responsable du projet auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est M. Sébastien THÉRON Chef du service Ingénierie Aquatique et Risques à la CAHM, ses coordonnées étant indiquées dans l'arrêté et dans l'avis d'enquête.
- c. En complément du dossier et du registre dématérialisés sur le site internet dédié à l'enquête, un exemplaire du dossier du projet, format papier, et un registre ont été maintenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête dans les



mairies de Vias et Pézenas aux jours et heures d'ouverture des mairies indiquées dans l'article 4 de l'arrêté et l'avis d'enquête.

## **6. Communication des observations et réception du public**

- a. Pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu déposer ses observations et propositions :
  - sur les registres d'enquête, cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur, déposés avec les dossiers-papier dans chacune des 2 mairies aux jours et heures visés à l'article 4 de l'arrêté d'enquête,
  - sur le registre dématérialisé sur le site internet dédié à l'enquête,
  - par courrier postal adressé au commissaire-enquêteur à la mairie de Vias, siège de l'enquête publique.
- b. Le commissaire-enquêteur a effectué 3 permanences dans les mairies. Il a siégé dans une salle à rez-de-chaussée mise à sa disposition pour recevoir les personnes souhaitant le rencontrer pour des informations, faire part de leurs observations orales et/ou lui remettre une lettre :
  - Vias : lundi 04.11.2019 de 9h00 à 12h00, à l'ouverture de l'enquête,
  - Portiragnes: mercredi 20.11.2019 de 14h00 à 17h00,
  - Vias : vendredi 06.12.2019 de 13h00 à 16h00, à la clôture de l'enquête.
- c. Le commissaire enquêteur a également pu le 24.11.2019 s'entretenir pour faire le point sur le projet et le déroulement de cette enquête publique :
  - En mairie de Portiragnes, avec Mme CHAUDOIR Maire et Vice-Présidente de la CAHM,
  - En mairie de Vias, avec Mme DONNADIEU responsable du service urbanisme.

## **7. Clôture de l'enquête publique**

Le 06.12.2019, dernier jour de l'enquête et à l'expiration du délai, le vendredi à 17h00, le CE a clôturé le registre-papier de Vias et a emporté l'ensemble du dossier. Dans la foulée il est allé en faire de même en mairie de Portiragnes avant 17h30.

Également le vendredi 06.12.2019 le CE a vérifié que le registre dématérialisé a bien été clôturé à 17h00 sur le site dédié à cette enquête publique.

## **8. Synthèse des avis et mémoire en réponse**

Une réunion de coordination à l'initiative de M. Gonzalez s'est tenue le 13.12.2019 à la mairie de Sauvian, avec l'ensemble des intervenants des enquêtes publiques en cours sur le bassin Orb-Libron. Le CE a communiqué à la CAHM la synthèse des observations recueillies lors de l'enquête publique clôturée le 06.12.2019.

Suite à la présentation des entretiens lors des permanences et des observations écrites reçues, le CE a regroupé les thèmes évoqués pour lesquels il a sollicité une réponse de la CAHM maître d'ouvrage.



Lors d'un rendez-vous le 20.12.2019 au siège de la CAHM à Saint-Thibéry, M. THÉRON a transmis au CE le mémoire en réponse signé par M. Gilles D'ETTORE Président de la CAHM.

Le CE a récupéré les 2 registres-papier dont la CAHM avait pris copie avec l'ensemble des documents joints aux contributions déposées.

## **9. Remise du rapport et de l'avis du commissaire-enquêteur**

Un rendez-vous en Préfecture (Bureau de l'Environnement) a été fixé le lundi 06.01.2020 à 15h pour remettre au Préfet de l'Hérault les exemplaires du dossier d'enquête déposés au siège de l'enquête et dans les autres mairies, accompagnés des registres et des pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur en 5 exemplaires.

# **IV-OBSERVATIONS RECUEILLIES EN COURS D'ENQUÊTE**

## **1- Avis des services publics**

- Par lettre du 16 juillet 2019 la DDTM indique que « les dossiers de ce programme ont été jugés réguliers et complets ». Elle donne son accord pour le lancement des enquêtes publiques (...).
- Lors de la réunion préparatoire le 27.09.2019 en Préfecture, il a été rappelé que les travaux de ce programme ne sont pas soumis à étude d'impact, ni à la procédure du « au cas par cas » : il n'y a donc pas d'avis de l'Autorité Environnementale (MRAe) à demander.

## **2- Avis des personnes et des associations**

### **Observations orales reçues lors des permanences**

Aucune association ne s'est manifestée durant cette enquête publique.

Pour les personnes qui sont venues rencontrer et discuter avec le CE :

- Elles avaient déjà pris connaissance du dossier et connaissaient la procédure d'enquête publique.
- Le CE leur a rappelé les effets de la DIG suivant la décision du Préfet. Il leur a indiqué l'existence d'une personne référente pour ce programme dans les services de la CAHM avec ses coordonnées précisées dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête, et la possibilité de la contacter directement.



- Le CE leur a précisé que le maître d'ouvrage présenterait un mémoire en réponse à leurs observations à l'issue de la période d'enquête, avant qu'il rédige ses conclusions et donne son avis motivé.

## **Permanence en mairie de Vias le lundi 04 novembre 2019**

Correspondant Mairie siège de l'enquête: M. CARAYON service urbanisme

Jour d'ouverture de l'enquête publique.

**NÉANT** : le CE n'a reçu aucune visite.

## **Permanence en mairie de Portiragnes le mercredi 20 novembre 2019**

**M. Bernard de CLOCK**, Domaine de Roque-Haute à Portiragnes. Il va déposer une observation et veut l'exposer au CE :

La carte du dossier est obsolète, elle ne montre pas tous les aménagements réalisés depuis de années, ce qui modifie considérablement les imperméabilisations et l'accumulation des eaux qui arrivent en aval dans sa propriété.

Les dispositions hydrauliques réalisées sont largement insuffisantes et ne prennent pas en compte l'ensemble des effets cumulés, transformant son domaine en champ d'épandage, alors que vis-à-vis du code civil il n'a pas à devenir le réceptacle des défaillances des opérations d'aménagement (routes, aéroport, zones d'activités, et des lotissements, ...).

Un RdV est pris de suite avec M. Théron pour une visite des lieux et des explications (il a eu lieu le 27.11 en présence de M. Gonzalez).

**M. Alain CLANET** : il possède des vignes en dessous de l'aéroport. Les travaux d'extension de celui-ci (parkings) ont imperméabilisé les sols, augmentant l'expansion des inondations. Les dernières intempéries ont fait de gros dégâts sur ses terres.

## **Permanence en mairie de Vias le 06 décembre 2019**

Jour de clôture de l'enquête publique

**M. de CLOCK** est revenu rencontrer le CE. Il lui indique qu'il a déposé de nouveaux documents dans le registre de Portiragnes, et il les lui commente montrant l'évolution du site de l'Ardaillou dans le temps (voir ci-après).

**Mme Magali DONNADIEU**, Cheffe du service Urbanisme de Vias. Elle remet au CE une lettre au nom de la Commune de Vias (copie ci-jointe) :

- Le long du tronçon Lib28T (vers St Privat) les berges ont été endommagées lors des dernières intempéries et doivent être restaurées.



- Entre les écluses du Canal et l'embouchure dans la mer (tronçon Lib31T) les berges du Libron sont très fréquentées par les touristes et mériteraient d'être mises en sécurité et en valeur écologique et paysagère.

## **Observations reçues dans les registres déposés en mairies**

### **Registre papier en mairie de Vias** : une seule déposition

**M. Bernard de CLOCK**, le 06.12, note plusieurs erreurs dans le document mis à disposition :

- 1 - L'Ardailhou ne se jette pas dans le Libron (p 56)
- 2 - Les cartes du dossier datent du siècle dernier
- 3 - Le Canal du Midi n'est pas neutre dans les épisodes pluvieux
- 4 - Le Canal doit recevoir les eaux de l'Ardailhou, car il en a interrompu le débouché jusqu'à la mer
- 5 - Le dossier rendu public par M. Solans ( de Villeneuve-les-Béziers) le confirme : le canal a charrié des embâcles jusqu'à l'écluse de Villeneuve.

### **Registre papier en mairie de Portiragnes** : 2 dépositions

**M. Bernard de CLOCK**, le 08.11 :

« Nous avons relevé au Domaine de Roque-Haute 310mm en 5h lors de l'intempérie du 23.10.2019.

J'avais déjà alerté les services lors de l'enquête publique de l'extension de l'aéroport (en 2003 ?) que la norme de 100 mm comme orage exceptionnel était incohérente.

Ce jour nous constatons des dégâts aux cultures et infrastructures agricoles : ravines, murs de soutien explosés, lit des ruisseaux, Maïre et Ardailhou défoncés.

La carte Page 29 est erronée nommant Ardailhou en place de Libron.

Je souhaite que soit enfin pris en compte les aménagements urbains augmentant de manière considérable le débit d'eau sans avoir la plupart du temps de bassins de réception de leurs eaux pluviales (Aéroport, autoroute, lotissements, zones d'activités, routes, espaces de loisirs...). »

M. de Clock a joint au registre 2 notes dactylographiées (copies ci-jointes) ainsi qu'une dizaine de documents de ses archives (courriers, cartes et photos). *Nota : en fin d'enquête publique la CAHM a pu prendre une copie de l'ensemble de ces documents avant leur remise dans le dossier de la Préfecture).*



**M. Alain CLANET** 40 avenue Jean Moulin à Portiragnes, note reçue le 22.11.2019.

« Je suis étonné par ce projet qui n'est en fait que du «petit bricolage». Sur Portiragnes nous sommes quasi-oubliés, et pourtant les ruisseaux Ardailhou reçoivent de plus en plus d'eau venant de l'amont : urbanisation, zones industrielles à perte de vue, et l'aéroport avec l'immense parking qui ne feront qu'augmenter les débits d'eau, et ainsi causer des dégâts plus importants aux cultures et aux terrains plus en aval.

Un recalibrage et un véritable entretien de ces ruisseaux côtiers sont devenus plus qu'indispensables.»

### **Observations reçues dans le registre dématérialisé**

Sur le registre dédié à l'enquête publique, au moment de sa clôture le vendredi 6 décembre à 17h00, il a été constaté que durant l'enquête il y a eu :

Total des téléchargements : 75

Visiteurs uniques : 33

Total des dépôts : 1 seule déposition

**SNCF Réseau Occitanie**, par M. Jérémy HINCHY Chargé d'études projets en développement durable à Toulouse :

« Pour toute interface travaux sur ou à proximité des ouvrages ferroviaires, il conviendra de se rapprocher de SNCF Réseau pour s'assurer que les travaux d'entretien des cours d'eau de l'Orb et du Libron n'engagent pas l'emprise ferroviaire et la sécurité des circulations.

Le cas échéant une visite préalable aux travaux et un plan de prévention devront être réalisés entre les parties de façon à maîtriser ces interfaces.

Un délai de 4 à 6 mois est nécessaire entre l'instruction et la réalisation de travaux si un encadrement est nécessaire.»

### **Observations reçues par lettres**

2 lettres ont été reçues en cours d'enquête publique :

**M. Jean Pierre FELTZ**, côte Ouest 723 chemin du Glabel à Vias. Ce courrier du 29.11.2019, reçu le 06.12.2019 (copie ci-jointe), suivant le décryptage de l'écriture, comporte deux parties :

1 – Suite aux événements du 19 et 20 septembre, il constate photos à l'appui que divers ouvrages hydrauliques dans le secteur du Trou du Ragout sont inadaptés, bouchés et saturés, par manque d'entretien, y compris les épanchoirs du Canal dans le secteur de l'ASA Gaillaudel.

« Un projet de Pallu ( ?...) en 2002 permettait un déstoquage ( ?) en front de mer entre Portiragnes et Vias, etc ».



2 – M. Feltz, coupures de presse à l'appui, présente les aménagements de polders pour réguler les crues en Alsace (Rhin et ILL).

**Commune de VIAS**, courrier du 06.12.2019 signé de M. Jacques BOLINCHES Adjoint au Maire. Voir ci-dessus présentation par Mme Donnadieu lors de la permanence du 06.12.

*Nota : pour les travaux qui seraient nécessaires le long du tronçon Lib28T du côté de St Privat, le CE renvoie au courrier adressé le 16.9.2019 (avant l'ouverture de l'enquête) à la CAHM par M. Guilhem de CASSAGNE du Domaine de La Jourdane.*

### **3. Analyse par le CE des dépositions et demande de réponses par la CAHM**

Cette enquête n'a pas mobilisé le public et l'essentiel des dépositions ne concerne pas directement le projet pluriannuel de travaux d'entretien des cours d'eau, tel que défini dans le dossier présenté au public.

Cependant l'intérêt de cette consultation peut être aussi de recueillir des avis sur certaines thématiques liées à ces cours d'eau.

La CAHM est un EPCI, membre du Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron, qui a récupéré la compétence GEMAPI depuis seulement 2 ans : elle ne peut pas tout programmer de suite et à court terme. Mais prenant note de certains constats, cela peut orienter ses démarches à venir.

Aussi je pense qu'il est souhaitable de répondre à chacune des personnes qui s'est exprimée et a voulu laisser une trace écrite de ses soucis, durant cette enquête publique.

Les thèmes peuvent être définis de la manière suivante :

#### **1 – Le ruisseau de l'Ardailhou dans son bassin versant et son contexte d'aménagements lourds**

Dépositions de MM. De CLOCK, CLANET et FELTZ

C'est le point dur des avis reçus : les aménagements successifs n'ont pas pris en compte, ou ont sous-estimé, les effets cumulés des réalisations, d'autant que les eaux viennent butter sur le Canal, coupant l'exutoire naturel vers la mer.



Cela relèverait-il d'une actualisation même partielle du SAGE Orb-Libron ?

Je souhaite que la CAHM précise :

- Si elle peut lancer une étude diagnostique et hydraulique détaillée de ce sous-bassin versant, dans la situation actuelle et dans quels délais ?
- Si elle peut, en complément du programme actuel des travaux, envisager en relation avec la Commune certaines améliorations efficaces, mêmes ponctuelles ? Lesquelles ?
- Par ailleurs, comment elle peut prendre en compte la situation dans le secteur du Trou du Ragout, pour palier aux défaillances éventuelles des propriétaires.

## **2 – En ce qui concerne le Libron**

La déposition de la Commune de Vias aborde 2 sujets :

- La nécessité d'interventions ponctuelles vers St Privat suite aux dégâts provoqués par les intempéries récentes. Quelles suites la CAHM compte-t-elle donner ?
- Entre les écluses et l'embouchure en mer (tronçon classé en vert), en complément du présent programme et en partenariat avec la Commune, le Libron doit être nettoyé de ses épaves, ses berges sécurisées, avec un traitement paysagé naturel, mais aussi conforme à la station balnéaire de Vias-Plage. Quelle suite la CAHM peut-elle envisager ?

## **3 – SNCF Réseau Occitanie**

Pour la forme, la CAHM doit prendre note de la demande pour les travaux à proximité des ouvrages ferroviaires.

## **V- MÉMOIRE EN RÉPONSE DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

La présentation des observations contenues dans les dépositions et leur analyse classée par thèmes ont été remises par le CE à la CAHM le 13.12.2019 lors de la réunion de coordination organisée par l'EPTB Orb-Libron en Mairie de Sauvian.

Le Mémoire en réponse de la CAHM, maître d'ouvrage du programme pluriannuel d'entretien, a été remis au CE lors d'un rendez-vous au siège à Saint-Thibéry le 20.12.2019 (voir 2 pages ci-après).



**DGA Aménagement du Territoire  
Direction de l'Environnement et du Littoral  
Service Ingénierie Hydraulique et Risques**

Affaire suivie par M. Sébastien THERON  
Tél : 04.99.47.48.72  
[mail : s.theron@agglohm.net](mailto:s.theron@agglohm.net)

**Réf : AT/DM/SD/ST/MB - 90.2019**

**Objet :** Mémoire en réponse aux observations

Saint-Thibéry, le 18 décembre 2019

Monsieur Michel Frémolle

Commissaire enquêteur en charge de  
l'enquête publique relative à la DIG du  
programme pluriannuel d'entretien des  
fleuves Orb et Libron sur le territoire de la  
CAHM

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Vous nous avez fait parvenir le 13 décembre, la synthèse des observations recueillies au cours de l'enquête dont vous aviez la charge sur notre EPCI vis-à-vis du programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron. Après lecture attentive de ce document permettez-moi de répondre ci-après à vos demandes, portant comme vous le relevez sur des domaines extérieurs à l'objet de l'enquête à proprement dit.

-remarques relatives au contexte d'aménagement du bassin-versant de l'Ardailhou :

Vous nous questionnez sur un possible prise en compte au sein du SAGE Orb-Libron, d'une meilleure intégration des effets cumulés d'aménagements. Le contenu actuel du SAGE répond aux effets de l'imperméabilisation au travers de sa règle n°5 via le respect des 3 mesures cumulées suivantes, lors de l'instruction de tout projet soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau :

- l'absence de débordement des bassins de rétention pour les épisodes inférieurs ou égaux à l'occurrence centennale ;
- le volume de la rétention calculé sur la base minimale de 120 l/m<sup>2</sup> imperméabilisé ;
- le débit de fuite du bassin de rétention doit être compris entre les débits de pointe biennal et quinquennal en situation non aménagée.

Il est toutefois possible que, du fait d'une part de l'antériorité de certains aménagements et de l'absence d'étude hydraulique d'ensemble, certains effets puissent être relevés.

Dans nos échanges avec l'EPTB Orb-Libron nous avons pu les informer de cette lacune.

D'autre part, actuellement les services de l'État concourent à remettre à jour le PPRI de la commune de Portiragnes, notamment via une meilleure modélisation du bassin-versant de l'Ardailhou. Cette démarche permettra d'expertiser cette situation.

Enfin de notre côté, la CAHM procède à l'élaboration de son schéma directeur des eaux pluviales. À ce titre l'article L.2224-10 du CGCT offre la possibilité pour la collectivité de délimiter « les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ».



Toutefois et afin de répondre à la problématique de bon écoulement des eaux stockées en amont du canal du midi entre le lieu-dit les Palus et le pont de Roque-Haute (zone de confluence de l'ardailou dans le canal du Midi ; parcelles AW113 et 115), il nous paraît important d'intégrer au programme d'entretien la prise en compte du tronçon à l'amont immédiat de la buse d'écoulement dans le canal sur une distance de 50m afin d'assurer sa non obstruction. Un passage annuel sera donc incorporé sur la durée de la DIG.

La question de la situation du Trou du Ragout est problématique car altimétriquement plus basse d'où son appellation et liée à sa proximité avec la dune, générant une évacuation des eaux via un fonctionnement type Grau. Toutefois la très forte anthropisation du lieu a compliqué l'ouverture vers la mer. Sur ce point aucune réponse immédiate ne peut être apportée par l'Agglomération, toutefois ce lieu fait l'objet d'une réflexion plus globale dans le cadre d'un projet de recul des enjeux sur ce tronçon de côte soumis à une forte érosion.

-remarques portant sur le Libron :

Vis-à-vis des questionnements sur St-Privat nous avons pu échanger en amont de l'enquête sur cette demande qui sort clairement du programme et relève de la gestion à faire par le propriétaire riverain (article L.215-14 du code de l'environnement). Pour compléter le propos, ce programme vise prioritairement à intervenir sur les secteurs pouvant présenter un danger pour les personnes, via la gestion des linéaires pouvant impacter les infrastructures ou habitations.

Concernant la seconde question, sur le tronçon à l'aval du canal du Midi, il est convenu avec la commune qu'une réunion spécifique serait organisée.

-réseau SNCF :

Nous prenons note de la demande de la société SNCF réseau concernant les interventions à proximité des ouvrages et les informerons selon les moyens évoqués lors de la phase travaux.

Espérant avoir pleinement répondu à vos demandes, je profite de la présente pour vous remercier de la qualité de la communication réalisée lors de vos entretiens et vous adresse, Monsieur, mes salutations distinguées.

**Gilles D'ETTORE,**  
**Président de la Communauté d'Agglomération**  
**Hérault Méditerranée**

**Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée**

ZI Le Causse - 22, Av. du 3<sup>ème</sup> Millénaire  
34630 Saint-Thibéry  
Tél. 04 99 47 48 49 / Fax 04 99 47 48 50  
accueil@agglohm.net

[www.heraultmediterranee.net](http://www.heraultmediterranee.net)




## VI – LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES AU RAPPORT

Les documents suivants sont joints au rapport d'enquête publique :

- A** Décision du Tribunal Administratif n°E18000127/34 du 05/09/2019 désignant le CE
  - B** A.P. n° 2019-I-1287 du 03/10/2019 organisant l'enquête publique
  - C** Avis d'enquête publique (réduction en A5) et certificats d'affichage en mairies
  - D** Annonces légales dans la presse (\*)
    - 1. Le Midi Libre du 18.10.2019 et du 08.11.2019
    - 2. Paysan du Midi du 18.10.2019 et du 08.11.2019
  - E** Carte des affichages des panneaux format A2 sur le parcours des cours d'eau
  - F** Délibération CAHM du 27.05.2019 approuvant le programme
  - G** Lettre DDTM du 16.07.2019 sur la complétude du dossier
  - H** Extraits lettres reçues
    - 1. Commune de Vias
    - 2. M. de Clock
    - 3. M. Clanet et M. Feltz
  - I** Réunion du PV de synthèse du 13.12.2019 (\*)
  - J** Mémoire en réponse de la CAHM du 20.12.2019 (\*)
- (\*) Les documents originaux complets ont été remis avec les dossiers en Préfecture

Dressée à Montpellier le 03 janvier 2020



Michel FREMOLLE



**PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT**

-----

**ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE**  
**À LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL**  
**VALANT DÉCLARATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7**  
**DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT**  
**CONCERNANT LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN**  
**DES FLEUVES ORB ET LIBRON SUR LE TERRITOIRE DE LA**  
**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION HÉRAULT MÉDITERRANÉE**

-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2019-I-1287 du 03 OCTOBRE 2019**

-----

**COMMISSAIRE – ENQUÊTEUR**

Michel FREMOLLE, Architecte DPLG – Urbaniste SFU retraité

**Document 2**

**AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE - ENQUÊTEUR**

**SUR L'OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**  
**SUR LE DOSSIER ET LA CONDUITE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**  
**SUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROGRAMME**  
**EN CONCLUSION GÉNÉRALE**



## **SUR L'OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

L'enquête publique a pour objet le **Programme Pluriannuel d'Entretien 2020-2030** prévu pour améliorer le fonctionnement hydro-morphologique et écologique dans la partie aval des cours d'eau côtiers, **dans le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM).**

**Les 2 communes concernées sont VIAS et PORTIRAGNES .**

**La compétence GeMAPI** « Gestion des Eaux, des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 affectée aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) : **c'est donc la CAHM qui assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux d'entretien sur son territoire.**

Aucun des cours d'eau n'appartient au domaine public fluvial. Les emprises des lits et des berges, avec leur ripisylve, sont donc des domaines privés appartenant de part et d'autre aux propriétaires riverains.

Face à des carences constatées et pour pouvoir intervenir efficacement sur le linéaire par séquences homogènes, l'obtention d'une **Déclaration d'Intérêt Général (DIG)** pour ce projet de PPE, en application de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement permettrait à la CAHM d'assurer son rôle de maître d'ouvrage pour la gestion de ces cours d'eau. Elle pourrait ainsi financer des travaux chez les particuliers, sous réserve de leur autorisation de passage, pour réaliser les actions prévues dans le programme.

Ces travaux d'entretien sont également soumis au régime de la **déclaration au titre de la loi sur l'eau** suivant l'article R.214-101 du même code. Par ailleurs la présence de plusieurs sites NATURA 2000 a imposé de réaliser une étude d'incidence.

C'est donc un programme de travaux qui est envisagé pour une mise en œuvre sur une durée de 10 ans. Il est pris en charge par l'EPCI dans le cadre d'un plan de financement de 158 760 € HT, pris sur fonds propres à partir des recettes de la taxe GeMAPI et des subventions provenant des acteurs publics habituels de la gestion des milieux aquatiques (Union européenne /FEDER, Agence de l'Eau, Région, Département).

Il est précisé que, dans le cadre de l'obtention de la DIG et de la création d'une servitude temporaire :

- les conditions d'accès aux terrains par les entreprises chargées des travaux seront définies préalablement en accord avec le ou les propriétaires,
- et que la CAHM ne demandera pas de participation financière aux riverains.



## Le contexte de la gestion des bassins versants de l'Orb et du Libron

La CAHM est membre du Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL), Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB), qui a été créé 1997 pour assurer une démarche globale à l'échelle de l'ensemble des bassins versants de l'Orb et du Libron, notamment dans le domaine de la planification de l'eau.

Le Syndicat Mixte assure des missions de coordination, d'animation et d'études pour **une gestion globale équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques**, pour définir des programmes d'actions opérationnelles sur toutes les thématiques liées à l'eau.

Dans un **objectif de mutualisation et de cohérence territoriale**, le SMVOL assure une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une convention de prestation avec chacun des **8 EPCI actuellement concernés par la réalisation du présent PPE sur l'ensemble des bassins versants**.

A ce titre le Syndicat a été chargé de faire réaliser les études, de constituer les dossiers réglementaires, et de suivre les procédures en appui des collectivités. **Cependant il n'a pas la compétence en matière des travaux qui restent à la charge des EPCI, notamment budgétairement.**

Par ailleurs la Fédération Départementale de Pêche 34 a demandé qu'à l'occasion de la DIG le droit de pêche soit partagé avec elle.

### Avis du commissaire enquêteur

*Il faut retenir que la présente procédure :*

- ne concerne pas l'élaboration de documents de planification actuellement opposables comme par exemple le SAGE, les PPRI, les protections environnementales et patrimoniales, les servitudes et les documents d'urbanisme, etc*
- ni des études sur le territoire des 2 communes, dont certaines sont en cours ou programmées et seront l'objet de procédures spécifiques,*
- mais que suite à un diagnostic établi à partir des actions déjà réalisées ou engagées, et à des reconnaissances sur place, prenant en compte les différentes thématiques, faune, flore, hydraulique..., il faut programmer des travaux d'entretien considérés prioritaires dans le cadre de la nouvelle compétence GeMAPI pour cette période de 10 ans,*
- et que la gestion de l'ensemble des bassins versants ne peut être appréhendée durablement que dans une démarche globale, ce qui explique la création du Syndicat Mixte, le SMVOL, Établissement Public Territorial de Bassin.*



## **SUR LE DOSSIER ET LA CONDUITE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

C'est donc actuellement 8 enquêtes publiques qui ont été organisées par les services de la Préfecture et du SMVOL pour être menées simultanément, chacune dans le territoire d'un EPCI.

Le projet de PPE et le dossier de demande de DIG et de déclaration au titre de la Loi sur l'eau ont été approuvés le 27.05.2019 par le conseil communautaire de la CAHM.

La DDTM 34 a transmis le 16.07.2019 le dossier de ce programme à la Préfecture, en précisant qu'il a été examiné par ses services et qu'il a été jugé complet et régulier et conforme aux dispositions des articles R.214-88 à 104 du code de l'environnement.

Suivant l'article L.211-7 du code de l'environnement (item 2 : entretien d'un cours d'eau) et le tableau annexé au R.122-2 du même code, on peut noter que ce programme n'est pas assujéti ni à l'élaboration d'une étude d'impact, ni à la procédure de cas par cas, donc qu'il n'est pas soumis à l'avis de l'autorité environnementale (MRAe).

Pour le PPE dans la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM), le commissaire enquêteur (CE) a été désigné par décision n°19000157/34 du 05.09.2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Les modalités d'organisation des enquêtes ont été définies lors d'une réunion de coordination préparatoire le 27.09.2019 avec la Préfecture, le SMVOL, et les 8 EPCI avec les 8 CE.

Les enquêtes publiques ont toutes été prévues pour une durée de 33 jours consécutifs du 04.11.2019 au 06.12.2019.

**Pour l'enquête publique de la CAHM**, le Préfet de l'Hérault a pris le 03.10.2019 l'arrêté n°2019-I-1287. Le siège a été fixé en mairie de Vias. Il a également été convenu de déposer un dossier papier et un registre d'observations dans la mairie de Portiragnes, et que le CE y tiendrait une permanence.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures, en complément du site internet de la Préfecture, un site dédié à cette enquête publique a été mis à disposition du public pendant toute sa durée avec l'avis d'enquête, le dossier complet et un registre pour inscrire des observations.

L'ensemble des dispositions d'information et de publicité a été mis en œuvre conformément à l'arrêté préfectoral, notamment pour les affichages légaux des 2 mairies et sur des lieux visibles en bordure de voiries aux abords des cours d'eau, ainsi que sur le site internet de la Préfecture et celui de la CAHM.

Le CE a tenu les 3 permanences prévues pour recevoir le public: 2 à Vias et 1 à Portiragnes. Pendant toute la durée de l'enquête il a pu accéder au registre



dématérialisé pour le cas échéant faire transférer les observations sur les registres papier. En fin d'enquête il a pu récupérer l'ensemble des documents (dossiers, registres, lettres) et le registre dématérialisé a été clôturé au même moment.

Une nouvelle réunion de coordination s'est tenue, à l'initiative du SMVOL en mairie de Sauvian, le 13.12.2019 avec l'ensemble des intervenants des 8 enquêtes publiques en cours sur les bassins Orb-Libron pour que chaque CE présente au groupe la synthèse des observations recueillies et la communique au référent du projet de son EPCI.

Le mémoire en réponse de la CAHM, maître d'ouvrage des travaux, a été remis au CE le 20.12.2019 lors d'un rendez-vous au siège de Saint Thibéry.

### **Avis du commissaire enquêteur**

***Je constate que la procédure et la conduite de l'enquête publique se sont déroulées réglementairement, sans incident.***

***Je remarque qu'un tel programme ne concerne pas que les propriétaires riverains des cours d'eau avec des préoccupations d'intérêts particuliers, mais prend en compte des enjeux environnementaux sur l'état actuel et l'évolution de la globalité du territoire.***

*Aussi il est dommage qu'à l'occasion d'une telle consultation le public ou les associations ne se soient pas déplacés pour s'exprimer. Je n'ai reçu lors des permanences que quelques riverains qui m'ont remis par écrit leurs propos, principalement faisant référence à l'épisode pluvieux du 22 et 23 octobre dernier.*

***Cela se traduit seulement par 3 personnes reçues lors des permanences et 5 contributions écrites par 5 personnes, et 33 visiteurs uniques connectés sur le site internet dédié à l'enquête.***

*Nota : alors que les modes de participation du public à l'élaboration des projets sont à l'ordre du jour, il semblerait nécessaire que les collectivités et leurs services revoient les processus d'association de la population dès l'intention d'entreprendre et le démarrage des études, et développent des actions de sensibilisation...*

***En ce qui concerne le dossier***, il est très complet collationnant beaucoup de données et d'informations intéressantes. Cependant :

1- La lettre de la DDTM du 16.07.2019 sur la recevabilité du dossier laisse planer une ambiguïté sur le programme et la présente procédure, en n'indiquant pas que la commune de Portiragnes et ses cours d'eau sont aussi concernés. J'ai donc demandé qu'un dossier soit également accessible dans cette mairie et j'y ai programmé une permanence.

2- Le dossier est destiné à être présenté de manière explicite à un grand public non spécialiste. Traitant de l'ensemble des vallées de l'Orb et du Libron (83 communes), il n'est pas facile de repérer, page par page, ce qui concerne uniquement les sous-bassins du Libron et de l'Ardailou dans les 2 communes de Vias et Portiragnes.

***il aurait mérité d'être structuré en 2 parties bien distinctes :***

- *une première pour toutes les informations générales dans le périmètre du SMVOL et l'ensemble des cours d'eau,*
- *puis une seconde séparée pour ce qui concerne strictement ce programme et sa maîtrise d'ouvrage dans les 2 communes du territoire de la CAHM.*



## SUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROGRAMME

### Quelles observations reçues en cours d'enquête ?

**Aucune observation n'a remis en cause les enjeux, les objectifs et les actions du plan pluriannuel d'entretien (PPE)** qui concerne notamment l'entretien de berges et de la végétation rivulaire, le contrôle des espèces exotiques invasives, l'élimination des dépôts sauvages,...

A vrai dire dans la mesure où le dossier indique que la CAHM ne demanderait **aucune participation financière** aux propriétaires riverains, **quel peut être le préjudice sur la propriété privée ?** sinon de consentir **une servitude temporaire d'accès pour bénéficier des actions répertoriées**, dans le lit et sur les berges végétalisées.

Il faut rappeler que les propriétaires des cours d'eau non domaniaux doivent normalement s'acquitter de l'obligation d'un entretien régulier dans le lit et sur les berges (article L.215-14 du Code de l'Environnement)...

**Par ailleurs l'analyse des dépositions reçues montre qu'aucun des thèmes abordés ne concerne l'objet du PPE** tel que défini dans la présente procédure. Cependant j'ai demandé à la CAHM de bien vouloir saisir l'occasion de cette consultation pour prendre en considération les soucis de ces administrés dans son mémoire en réponse :

#### 1- Le ruisseau de l'Ardaillou dans son bassin versant et son contexte d'aménagements lourds :

MM.de CLOCK, CLANET et FELTZ s'inquiètent des dégâts causés à leurs ouvrages agricoles par les fortes précipitations et de leurs terrains transformés en champ d'expansion des inondations du fait que le Canal du Midi a supprimé l'exutoire naturel de l'Ardaillou vers la mer, créant un barrage sans aucun ouvrage déversoir. Les phénomènes de plus en plus fréquents s'aggravent avec le développement en amont des aménagements urbains, routiers et aéroportuaires, sans qu'aucune évaluation ait été réalisée par une étude des effets cumulés.

La CAHM a répondu que :

- *« Il est toutefois possible que, du fait de l'antériorité de certains aménagements et de l'absence d'étude hydraulique d'ensemble, certains effets puissent être relevés. Dans nos échanges avec l'EPTB Orb-Libron nous avons pu les informer de cette lacune.*
- *D'autre part, actuellement les services de l'État concourent à remettre à jour le PPRI de la commune de Portiragnes, notamment via une meilleure modélisation du bassin-versant de l'Ardaillou. Cette démarche permettra d'expertiser cette situation.*
- *Enfin de notre côté, la CAHM procède à l'élaboration de son schéma directeur des eaux pluviales... »*



## 2- En ce qui concerne le Libron :

La commune aborde 2 sujets. D'abord la nécessité d'interventions ponctuelles vers Saint Privat suite aux intempéries récentes. Puis l'opportunité d'un aménagement du tronçon entre les écluses du Canal et l'embouchure en mer.

La CAHM a répondu que :

- *« Sur St Privat nous avons pu échanger en amont de l'enquête sur cette demande qui sort clairement du programme et relève de la gestion à faire par le propriétaire riverain... »*
- *« Sur le tronçon à l'aval du Canal du Midi, il est convenu avec la commune qu'une réunion spécifique serait organisée. »*

## 3- SNCF Réseau Occitanie

Dans un avis sur le registre dématérialisé, la société veut être contactée préalablement avant tous travaux à proximité du réseau.

La CAHM a répondu qu'elle *« prend note de la demande de la société SNCF réseau concernant les interventions à proximité des ouvrages et les informerons selon les moyens évoqués lors de la phase travaux. »*

## **Avis du commissaire enquêteur :**

*Je note que la CAHM a bien pris en considération chacun des thèmes soulevés (même s'ils sont hors enquête) :*

### 1- Pour le bassin-versant de l'Ardailou :

*- Je pense qu'il serait nécessaire de ne pas différer une étude hydraulique sur les effets cumulés des réalisations et de l'urbanisation en amont, couvrant l'ensemble du bassin-versant sur l'ensemble des communes et EPCI concernés.*

*- Ce n'est pas une mise à jour du PPRI communal qui résoudra les modalités de l'évacuation des eaux, au delà du canal, vers la mer : l'Ardailou est-il un petit cours d'eau côtier, oui ou non ? Quelle réponse à apporter aux riverains ?*

*Une visite sur le chemin de halage du canal est édifiante : berges en digue dégradée, grosses ornières, bosquets broussailleux n'ayant aucune caractéristique de mise en valeur d'un milieu naturel aux abords d'un ouvrage classé Unesco. Où est l'exutoire de l'Ardailou qui existait avant le canal ?*

*La réalisation d'un ouvrage hydraulique adapté semble s'imposer en coordination avec les services de VNF et l'architecte des bâtiments de France.*

*2- Pour l'aménagement du Libron et de ses abords dans un secteur à vocation touristique, je note qu'une réflexion va s'engager entre la Commune et la CAHM.*

*3- Je note que la CAHM a pris note de la demande de SNCF Réseau.*



## **Pour quelles raisons le PPE peut-il être déclaré d'intérêt général ?**

### **Avis du commissaire enquêteur :**

*Il faut noter préalablement que Vias et Portiragnes sont 2 communes littorales. Elles reçoivent des cours d'eau, ou petit fleuve côtier comme le Libron, qui se développent et proviennent de territoires en amont, plus au nord, dans des EPCI voisins. Comment donc traiter leur partie aval sans appréhender l'ensemble de leur parcours ?*

*Cela justifie la création d'une approche globale de territoire et la mise en place d'actions concertées et simultanées. Une telle démarche démontre la nature de l'intérêt général de ce programme pluriannuel d'entretien (PPE) envisagé sur les 8 EPCI des bassins de l'Orb et du Libron.*

*Un particulier peut procéder à un nettoyage, une taille ou une replantation sur sa berge. Certains peuvent venir dire qu'ils l'ont fait. Mais de quels moyens disposent-ils pour enlever des embâcles obstruant des ouvrages d'art juste après une crue au milieu du lit ? Surtout **comment des particuliers peuvent-ils se regrouper** pour mener des actions d'ensemble et concertées pour essayer d'éradiquer la prolifération des plantes invasives à la fois dans le lit et aussi sur les berges, sur des linéaires de plus en plus importants (sans s'arrêter bien sûr à des limites cadastrales...) ? **Peut-on différer de telles interventions** ? Comment faire ?*

*Ces quelques exemples démontrent que seule la collectivité publique peut faire face à une telle situation et qu'il est **nécessaire d'envisager une gestion globale de l'eau et des milieux aquatiques**, avec des actions mutualisées, financées et planifiées dans des périodes saisonnières respectueuses de l'environnement.*

***C'est la justification même de la création du SMVOL.** C'est aussi ce que la législation permet, notamment avec **la nouvelle compétence GeMAPI**, dans la mesure où la compatibilité avec le SDAGE et le SAGE est respectée.*

*Je pense donc que **la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée** est actuellement, avec l'assistance technique du Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron, **est la structure la plus adaptée** pour répondre dans son territoire aux enjeux du PPE et pour réaliser **en tant que maître d'ouvrage unique** les travaux et les actions nécessaires.*

*La prévision d'un budget de travaux de 158 760 € HT pour les 10 ans du programme, détaillée dans le dossier par interventions, est pertinente et compatible avec les moyens de cet EPCI qui perçoit la taxe GeMAPI et sans doute des subventions.*

*Mais il faudrait, suite à la recevabilité de son dossier de déclaration de travaux, que la CAHM puisse être préalablement autorisée*

- à pénétrer dans des propriétés privées, dans le cadre de servitudes de droit temporaires,*
- à réaliser et justifier des dépenses de fonds publics sur des terrains privés.*



*Je pense que l'ensemble de ces considérations démontre bien que le Programme Pluriannuel d'Entretien des cours d'eau dans leurs parties aval comprises dans le territoire de ces 2 communes littorales s'inscrit dans une démarche environnementale globale. Ce PPE correspond à une phase d'interventions qui seront poursuivies par d'autres actions, en cours ou à programmer par ailleurs.*

*La CAHM en acceptant d'assurer la maîtrise d'ouvrage permet de palier aux carences de certains propriétaires, mais surtout elle permet d'assurer une cohérence d'ensemble contrairement à des petites actions qui seraient menées au coup par coup donc totalement inefficaces à terme pour la préservation environnementale du milieu aquatique.*

*Cela démontre bien que le projet doit être considéré d'intérêt général et qu'il ne serait pas opportun de différer les travaux que la CAHM envisage de réaliser dans le terme des 10 ans à venir.*

## **EN CONCLUSION GÉNÉRALE**

L'enquête publique s'est déroulée normalement, dans de bonnes conditions et dans le respect de toutes les prescriptions réglementaires pour le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG), valant déclaration au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement concernant le Programme Pluriannuel d'Entretien (PPE) des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.

Ce dossier a été jugé régulier et complet par la DDTM 34.

Ce PPE présenté par la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) avec l'assistance du Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron (SMVOL) permet d'envisager une gestion globale des grands enjeux environnementaux sur cette partie aval des bassins-versants. Le programme est précis et définit clairement les types d'actions à entreprendre dans les 10 années à venir et leurs localisations.

La maîtrise d'ouvrage unique que la CAHM est prête à assurer dans sa compétence GeMAPI permettrait de compenser la défaillance de certains propriétaires, sans porter atteinte à leur droit ni préjudice, notamment dans la mesure où la CAHM ne leur demandera pas de participation financière. L'estimation du coût des travaux est compatible avec ses moyens budgétaires et leur programmation annuelle.



**Je pense donc que l'intervention de cet Établissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) est actuellement la meilleure solution pour répondre de manière globale à la nécessité de réaliser des travaux de restauration et d'entretien dans le lit et sur les berges des cours d'eau, dans le domaine public et dans les propriétés privés.**

**Aussi je donne un AVIS FAVORABLE à la demande de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée afin que le Programme Pluriannuel d'Entretien (PPE) qu'elle a approuvé par délibération le 27 mai 2019 puisse être l'objet d'une Déclaration d'intérêt Général (DIG).**

Montpellier le 03.01.2020

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Michel FRÉMOLLE



**PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT**

-----

**ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE  
À LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL  
VALANT DÉCLARATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7  
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT  
LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN  
DES FLEUVES ORB ET LIBRON SUR LE TERRITOIRE DE LA  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION HÉRAULT MÉDITERRANÉE**

-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2019-I-1287 du 03 OCTOBRE 2019**

-----

**COMMISSAIRE – ENQUÊTEUR**

Michel FREMOLLE, Architecte DPLG – Urbaniste SFU retraité

**Document 3**

**DOCUMENTS ANNEXES AU RAPPORT**

- A** Décision du Tribunal Administratif n°E19000157/34 du 05/09/2019 désignant le CE
- B** A.P. n° 2019-I-1287 du 03/10/2019 organisant l'enquête publique
- C** Avis d'enquête publique (réduction en A5) et certificats d'affichage en mairies
- D** Annonces légales dans la presse (\*)
  - 1. Le Midi Libre du 18.10.2019 et du 08.11.2019
  - 2. Le Paysan du Midi du 18.10.2019 et du 08.11.2019
- E** Carte des affichages des panneaux format A2 sur le parcours des cours d'eau
- F** Délibération CAHM du 27.05.2019 approuvant le programme
- G** Lettre DDTM du 16.07.2019 sur la complétude du dossier
- H** Extraits lettres reçues
  - 1. Commune de Vias
  - 2. M. de Clock
  - 3. M. Clanet et M. Feltz
- I** Réunion du PV de synthèse du 13.12.2019 (\*)
- J** Mémoire en réponse de la CAHM du 20.12.2019 (\*)

*(\*) Les documents originaux complets ont été remis avec les dossiers en Préfecture*



DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

05/09/2019

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

N° E19000157 /34

**Décision portant désignation d'un commissaire-enquêteur**

Vu enregistrée le 27 août 2019, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet de l'Hérault demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général couplé à la procédure au titre de la loi sur l'eau des travaux d'entretien des fleuves Orb et Libron dans le périmètre de la Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée au titre du programme pluriannuel d'entretien desdits fleuves ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-5;

Vu la décision en date du 15 octobre 2018 par laquelle le Président du tribunal administratif a délégué M. Denis CHABERT, vice-président, pour procéder à la désignation des commissaires-enquêteurs ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2019 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Michel FREMOLLE est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** L'indemnisation du commissaire-enquêteur sera assurée par la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, responsable du projet, en application de la décision du président du tribunal administratif fixant les sommes qui lui sont dues.

**ARTICLE 4 :** La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et à Monsieur Michel FREMOLLE. Copie en sera adressée au Président de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2019.

Le magistrat-délégué,



Denis CHABERT



PREFET DE L'HERAULT

*Préfecture*  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement  
SP

Arrêté préfectoral n° 2019-1-1287  
portant ouverture d'une enquête publique préalable  
à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code  
l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron  
sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée

-----  
Le Préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code rural et de la pêche maritime ;
- VU la délibération n° 002918 du 27 mai 2019 par laquelle le conseil de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée approuve le dossier d'enquête publique relatif au programme pluriannuel d'entretien du bassin versant des fleuves Orb et Libron et sollicite l'ouverture de l'enquête portant sur la Déclaration d'Intérêt Général du projet et la déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement ;
- VU le dossier présenté par la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée pour être soumis à la procédure d'enquête publique ;
- VU le courrier du 16 juillet du Service Eau Risques et Nature de la Direction départementale des territoires et de la mer jugeant le dossier complet et régulier ;
- VU la décision n°E19000157/34 du 5 septembre 2019 de la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Michel FREMOLLE en qualité de commissaire enquêteur ;
- SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**  
Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien et d'aménagement des berges des cours d'eau du bassin versant des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée.  
Les communes de Vias et Portiragnes sont concernées par ce projet.

Ce projet est soumis à une enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de la législation sur l'eau du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 soit pendant 33 jours consécutifs.

**ARTICLE 2 :**

La personne responsable auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est Monsieur Sébastien THIÉRON, Chef du service Ingénierie Aquatique et Risques (Direction de l'Environnement et du Littoral) à la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée - téléphone : 04 99 47 48 72, e-mail : [s.theron@agglohm.net](mailto:s.theron@agglohm.net)

**ARTICLE 3 :**

Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Michel FREMOLLE, architecte-urbaniste retraité.

**ARTICLE 4 :**

**Le dossier d'enquête :**

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant notamment l'avis du service Eau Risques Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, sera déposé et consultable :

- en mairie de Vias, siège de l'enquête, et en mairie de Portiragnes aux heures d'ouverture des bureaux au public.

À titre indicatif, les horaires d'ouverture des bureaux sont les suivants :

Mairie de Vias	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h
Mairie de Portiragnes	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30

- sur le site internet comportant le registre dématérialisé, au lien suivant : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- sur le site Internet des services de l'État, au lien suivant : <http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- sur un poste informatique mis à disposition du public en Préfecture de l'Hérault (le point numérique situé dans le hall de la Préfecture est accessible du lundi au vendredi de 8h30 à 15h30).

**Les observations et propositions du public :**

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 :

- sur les registres d'enquête déposés en mairie de Vias, siège de l'enquête publique, et de Portiragnes suivant les horaires d'ouverture précités,
- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre déposé au siège de l'enquête publique après les avoir visées, à l'adresse suivante :

B<sub>1/2</sub>



Monsieur Michel FREMOLLE, commissaire enquêteur  
«programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron »  
Mairie de Vias  
6 place des Arènes  
34450 Vias

- par voie électronique sur le site internet comportant le registre dématérialisé :  
[https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herauld-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herauld-mediterranee-web/)
  - auprès du commissaire enquêteur qui recevra, en personne, les observations et propositions du public lors de ses permanences, les lieux et jours suivants:
- |                       |                           |                  |
|-----------------------|---------------------------|------------------|
| Mairie de Vias        | lundi 4 novembre 2019     | de 9h00 à 12h00  |
| Mairie de Portiragnes | mercredi 20 novembre 2019 | de 14h00 à 17h00 |
| Mairie de Vias        | vendredi 6 décembre 2019  | de 13h00 à 16h00 |
- sur rendez-vous auprès du commissaire enquêteur pour toute personne qui en fera la demande dûment motivée.

#### ARTICLE 5 :

Dès la publication du présent arrêté, toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales-Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier.

#### ARTICLE 6 :

##### Publicité sur site et en mairies

Quinze jours au moins avant le début de la procédure d'enquête et pendant toute sa durée et sauf impossibilité, il sera procédé par les soins du maître d'ouvrage, à ses frais, à l'affichage de l'avis annonçant cette enquête au public, dans le voisinage de l'opération, et visible de la voie publique.

L'avis d'enquête au public sera publié en caractères apparents conformément aux prescriptions fixées par les articles L123-10 et R123-11 du Code de l'environnement et aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Les communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté devront afficher l'avis d'enquête dans les mêmes délais sur les tableaux d'information du public prévus à cet effet.

##### Publicité dans la presse

Cette enquête sera également annoncée, quinze jours au moins avant son ouverture par les soins du Préfet de l'Hérault et aux fins du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Hérault et rappelée au plus tard dans les huit premiers jours de l'enquête.

##### Publicité sur le site internet

L'avis au public d'ouverture d'enquête publique sera publié sur le site Internet des services de l'État dans l'Hérault ([www.herauld.gouv.fr](http://www.herauld.gouv.fr)) et sur le site internet comportant le registre dématérialisé ([https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herauld-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herauld-mediterranee-web/)) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée.

#### ARTICLE 7 :

À l'expiration du délai d'enquête, les registres seront mis à la disposition du commissaire enquêteur ou transmis sans délai et clos par lui. Après la clôture de l'enquête, il rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au Préfet de l'Hérault un rapport dans lequel seront relatés d'une part, le déroulement de l'enquête en ayant procédé à un examen des observations recueillies, et d'autre part, les conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables.

Il transmettra le dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête accompagné des documents sus-indiqués au Préfet de l'Hérault dans le délai réglementaire après avoir revêtu de son visa toutes les pièces qui le composent. Il remettra par ailleurs au président du tribunal administratif copie du rapport, des conclusions motivées et de l'avis qu'il aura émis.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique à la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - bureau de l'environnement), dans les mairies de Vias et Portiragnes.

Ils seront également publiés sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault ([www.herauld.gouv.fr](http://www.herauld.gouv.fr)), pour une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête et sur le site internet comportant le registre dématérialisé ([https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herauld-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herauld-mediterranee-web/)).

#### ARTICLE 8 :

À l'issue de la procédure, le Préfet pourra prononcer l'Intérêt Général du projet valant déclaration au titre de la législation sur l'eau (articles L211-7, 214-1 à 6 du code de l'environnement).

#### ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault, le Président de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée, les Maires des communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2019

Pour le Préfet, par délégation,  
Le Secrétaire général

  
RASSANT OTHELY

B<sub>2/2</sub>



## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien et d'aménagement des berges des cours d'eau du bassin versant des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée. Les communes de Vias et Portiragnes sont concernées par ce projet.

Ce projet est soumis à une enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de la législation sur l'eau du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 soit pendant 33 jours consécutifs.

Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Michel FREMOLLE, architecte-urbaniste retraité.

La personne responsable auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est Monsieur Sébastien THÉRON, Chef du service Ingénierie Aquatique et Risques (Direction de l'Environnement et du Littoral) à la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée - téléphone : 04 99 47 48 72, e-mail : [s.theron@agglohm.net](mailto:s.theron@agglohm.net)

### le dossier d'enquête :

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant notamment l'avis du service Eau Risques Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, sera déposé et consultable :

- en mairie de Vias, siège de l'enquête, et en mairie de Portiragnes aux heures d'ouverture des bureaux au public.

À titre indicatif, les horaires d'ouverture des bureaux sont les suivants :

Mairie de Vias	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h
Mairie de Portiragnes	du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30

- sur le site internet comportant le registre dématérialisé, au lien suivant : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-meditterance-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-meditterance-web/)
- sur le site Internet des services de l'État, au lien suivant : <http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- sur un poste informatique mis à disposition du public en Préfecture de l'Hérault (le point numérique situé dans le hall de la Préfecture est accessible du lundi au vendredi de 8h30 à 15h30).

### les observations et propositions du public :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 :

- sur les registres d'enquête déposés en mairie de Vias, siège de l'enquête publique, et de Portiragnes suivant les horaires d'ouverture précités,

- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre déposé au siège de l'enquête publique après les avoir visées, à l'adresse suivante :

Monsieur Michel FREMOLLE, commissaire enquêteur  
«programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron »  
Mairie de Vias  
6 place des Arènes  
34450 Vias

- par voie électronique sur le site internet comportant le registre dématérialisé : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-meditterance-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-meditterance-web/)

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra, en personne, les observations et propositions du public lors de ses permanences, les lieux et jours suivants:

Mairie de Vias	lundi 4 novembre 2019	de 9h00 à 12h00
Mairie de Portiragnes	mercredi 20 novembre 2019	de 14h00 à 17h00
Mairie de Vias	vendredi 6 décembre 2019	de 13h00 à 16h00

- sur rendez-vous auprès du commissaire enquêteur pour toute personne qui en fera la demande dûment motivée.

Toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier .

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête et sur le site internet comportant le registre (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - bureau de l'environnement), et en mairies de Vias et Portiragnes.

Ils seront également publiés sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault ([www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)), pour une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête et sur le site internet comportant le registre dématérialisé ([https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-meditterance-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-meditterance-web/)).

À l'issue de la procédure, le Préfet pourra prononcer l'Intérêt Général du projet valant déclaration au titre de la législation sur l'eau (articles L211-7, 214-1 à 6 du code de l'environnement).



# CERTIFICAT

**OBJET : Enquête Publique relative à la Déclaration d'intérêt Général valant Déclaration au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement concernant le Programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.**

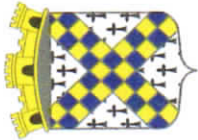
Je, soussigné, Maître Jodan DARTIER, Maire de Vias, certifie et atteste que l'avis relatif à l'objet susvisé a bien été affiché par nos soins à la porte principale de la Mairie, ainsi que sur les panneaux d'information municipale situés :

- Intersection av de Béziers et av Gén.de Gaulle
- Intersection Boulevard Gambetta et rue Lafayette
- Intersection chemin de la Grande Cosse et chemin des Mourguettes
- Intersection Av. de la Méditerranée et av. des Rosses

Fait à Vias, le **28 NOV. 2019**

**Maître Jodan DARTIER**  
Maire de Vias

*Vale commission enquêteur*  
*NB*



34420 Hérault

TEL. 04 67 90 94 44 - FAX 04 67 90 87 00

PORTIRAGNES, le 6 décembre 2019

## CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Madame Gwendoline CHAUDOIR, Maire de la commune de Portiragnes, atteste que l'avis d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée ; a fait l'objet du 04/11/2019 au 06/12/2019, soit pendant toute la durée de l'enquête :

- D'un affichage dans la vitrine de la Mairie de Portiragnes.

Portiragnes, le 6 décembre 2019



*Vale commission enquêteur*  
*NB*

**C** 2/2







# ANNONCES LÉGALES

Vendredi 18 octobre 2019

Ministère de la Culture et de la Communication - Arrêté du 21/12/2017 modifiant l'arrêté du 21/12/2012  
Le tarif de la ligne est fixé à : 4,16 € HT pour les départements de l'Aude, du Gard et de l'Hérault.



## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien et d'aménagement des berges des cours d'eau du bassin versant des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée. Les communes de Vias et Portiragnes sont concernées par ce projet. Ce projet est soumis à une enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de la législation sur l'eau du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 soit pendant 33 jours consécutifs. Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Michel FREMOLLE, architecte-urbaniste retraité. La personne responsable auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est Monsieur Sébastien THÉRON, Chef du service Ingénierie Aquatique et Risques (Direction de l'Environnement et du Littoral) à la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée - téléphone : 04 99 47 48 72, email : s.theron@agglohm.net le dossier d'enquête : Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant notamment l'avis du service Eau Risques Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, sera déposé et consultable :

- en mairie de Vias, siège de l'enquête, et en mairie de Portiragnes aux heures d'ouverture des bureaux au public.
- À titre indicatif, les horaires d'ouverture des bureaux sont les suivants : Mairie de Vias du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h
- Mairie de Portiragnes du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30
- sur le site internet comportant le registre dématérialisé, au lien suivant : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- sur le site Internet des services de l'État, au lien suivant : <http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- sur un poste informatique mis à disposition du public en Préfecture de l'Hérault (le point numérique situé dans le hall de la Préfecture est accessible du lundi au vendredi de 8h30 à 15h30).
- les observations et propositions du public : Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 :

- sur les registres d'enquête déposés en mairie de Vias, siège de l'enquête publique, et de Portiragnes suivant les horaires d'ouverture précités,
- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre déposé au siège de l'enquête publique après les avoir visées, à l'adresse suivante : Monsieur Michel FREMOLLE, commissaire enquêteur «programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron» Mairie de Vias 6 place des Arènes 34450 Vias
- par voie électronique sur le site internet comportant le registre dématérialisé : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- auprès du commissaire enquêteur qui recevra, en personne, les observations et propositions du public lors de ses permanences, les lieux et jours suivants : Mairie de Vias lundi 4 novembre 2019 de 9h00 à 12h00
- Mairie de Portiragnes mercredi 20 novembre 2019 de 14h00 à 17h00
- Mairie de Vias vendredi 6 décembre 2019 de 13h00 à 16h00

sur rendez-vous auprès du commissaire enquêteur pour toute personne qui en fera la demande dûment motivée. Toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique à la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - bureau de l'environnement), et en mairies de Vias et Portiragnes. Ils seront également publiés sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault ([www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)), pour une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête et sur le site internet comportant le registre dématérialisé ([https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)).

À l'issue de la procédure, le Préfet pourra prononcer l'Intérêt Général du projet valant déclaration au titre de la législation sur l'eau (articles L211-7, 214-1 à 6 du code de l'environnement).

## à la Déclaration du code de l'environnement

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien et d'aménagement des berges des cours d'eau du bassin versant des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée. Les communes de Vias et Portiragnes sont concernées par ce projet. Ce projet est soumis à une enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de la législation sur l'eau du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 soit pendant 33 jours consécutifs. Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Michel FREMOLLE, architecte-urbaniste retraité. La personne responsable auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est Monsieur Sébastien THÉRON, Chef du service Ingénierie Aquatique et Risques (Direction de l'Environnement et du Littoral) à la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée - téléphone : 04 99 47 48 72, email : s.theron@agglohm.net le dossier d'enquête : Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant notamment l'avis du service Eau Risques Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, sera déposé et consultable :

- en mairie de Vias, siège de l'enquête, et en mairie de Portiragnes aux heures d'ouverture des bureaux au public.
- À titre indicatif, les horaires d'ouverture des bureaux sont les suivants : Mairie de Vias du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h
- Mairie de Portiragnes du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30
- sur le site internet comportant le registre dématérialisé, au lien suivant : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- sur le site Internet des services de l'État, au lien suivant : <http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- sur un poste informatique mis à disposition du public en Préfecture de l'Hérault (le point numérique situé dans le hall de la Préfecture est accessible du lundi au vendredi de 8h30 à 15h30).
- les observations et propositions du public : Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 :

# ANNONCES LÉGALES

Vendredi 8 novembre 2019

Ministère de la Culture et de la Communication - Arrêté du 21/12/2017 modifiant l'arrêté du 21/12/2012 relatif au tarif ann  
Le tarif de la ligne est fixé à : 4,16 € HT pour les départements de l'Aude, du Gard et de l'Hérault.



## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien et d'aménagement des berges des cours d'eau du bassin versant des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée. Les communes de Vias et Portiragnes sont concernées par ce projet. Ce projet est soumis à une enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de la législation sur l'eau du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 soit pendant 33 jours consécutifs. Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Michel FREMOLLE, architecte-urbaniste retraité. La personne responsable auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est Monsieur Sébastien THÉRON, Chef du service Ingénierie Aquatique et Risques (Direction de l'Environnement et du Littoral) à la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée - téléphone : 04 99 47 48 72, email : s.theron@agglohm.net le dossier d'enquête : Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant notamment l'avis du service Eau Risques Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, sera déposé et consultable :

- en mairie de Vias, siège de l'enquête, et en mairie de Portiragnes aux heures d'ouverture des bureaux au public.
- À titre indicatif, les horaires d'ouverture des bureaux sont les suivants : Mairie de Vias du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h
- Mairie de Portiragnes du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30
- sur le site internet comportant le registre dématérialisé, au lien suivant : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- sur le site Internet des services de l'État, au lien suivant : <http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- sur un poste informatique mis à disposition du public en Préfecture de l'Hérault (le point numérique situé dans le hall de la Préfecture est accessible du lundi au vendredi de 8h30 à 15h30).
- les observations et propositions du public : Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 :

- sur les registres d'enquête déposés en mairie de Vias, siège de l'enquête publique, et de Portiragnes suivant les horaires d'ouverture précités,
- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre déposé au siège de l'enquête publique après les avoir visées, à l'adresse suivante : Monsieur Michel FREMOLLE, commissaire enquêteur «programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron» Mairie de Vias 6 place des Arènes 34450 Vias
- par voie électronique sur le site internet comportant le registre dématérialisé : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- auprès du commissaire enquêteur qui recevra, en personne, les observations et propositions du public lors de ses permanences, les lieux et jours suivants : Mairie de Vias lundi 4 novembre 2019 de 9h00 à 12h00
- Mairie de Portiragnes mercredi 20 novembre 2019 de 14h00 à 17h00
- Mairie de Vias vendredi 6 décembre 2019 de 13h00 à 16h00

sur rendez-vous auprès du commissaire enquêteur pour toute personne qui en fera la demande dûment motivée. Toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique à la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - bureau de l'environnement), et en mairies de Vias et Portiragnes. Ils seront également publiés sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault ([www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)), pour une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête et sur le site internet comportant le registre dématérialisé ([https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)).

À l'issue de la procédure, le Préfet pourra prononcer l'Intérêt Général du projet valant déclaration au titre de la législation sur l'eau (articles L211-7, 214-1 à 6 du code de l'environnement).

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien et d'aménagement des berges des cours d'eau du bassin versant des fleuves Orb et Libron : territoire de la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée. Sont concernées par le projet les communes Bassan, Béziers, Boujan-sur-Libron, Combeilh, Espouillan, Lieuran-le-Vieuz, Lignan-sur-Orb, Montblanc, Séguran, Servian, Valras-F. Villeneuve-les-Béziers. Ce projet est mis à une enquête publique du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 12h00 soit pendant 33 jours consécutifs. Le commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif de Montpellier, pour conduire l'enquête publique est Monsieur GUY NIDECER, Ingénieur conseil, retraité. La personne responsable auprès de laquelle des renseignements peuvent être demandés est Benjamin GONZALEZ, technicien au sein de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Orb et Libron (téléphone : 06 89 24 56 69, e-mail : benjamin.gonzalez@vallees-orb-libron.fr) le dossier d'enquête : Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant notamment l'avis du service Eau Risques Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, sera déposé et consultable :

- en mairie de Béziers siège de l'enquête, et de Séguran heures d'ouverture des bureaux au public. À titre indicatif, les horaires d'ouverture des bureaux sont les suivants : B. Casemir J. Jacques - avenue de la République 34761 Béziers - téléphone : 06 89 24 56 69, e-mail : benjamin.gonzalez@vallees-orb-libron.fr
- sur le site internet comportant le registre dématérialisé, au lien suivant : [https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron\\_herault-mediterranee-web/](https://www.democratie-active.fr/dig-orb-libron_herault-mediterranee-web/)
- sur le site Internet des services de l'État, au lien suivant : <http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- sur un poste informatique mis à disposition du public en Préfecture de l'Hérault (le point numérique situé dans le hall de la Préfecture est accessible du lundi au vendredi de 8h30 à 15h30).
- les observations et propositions du public : Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, du lundi 4 novembre 2019 à 9h00 au vendredi 6 décembre 2019 à 17h00 :

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc



## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

à la Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

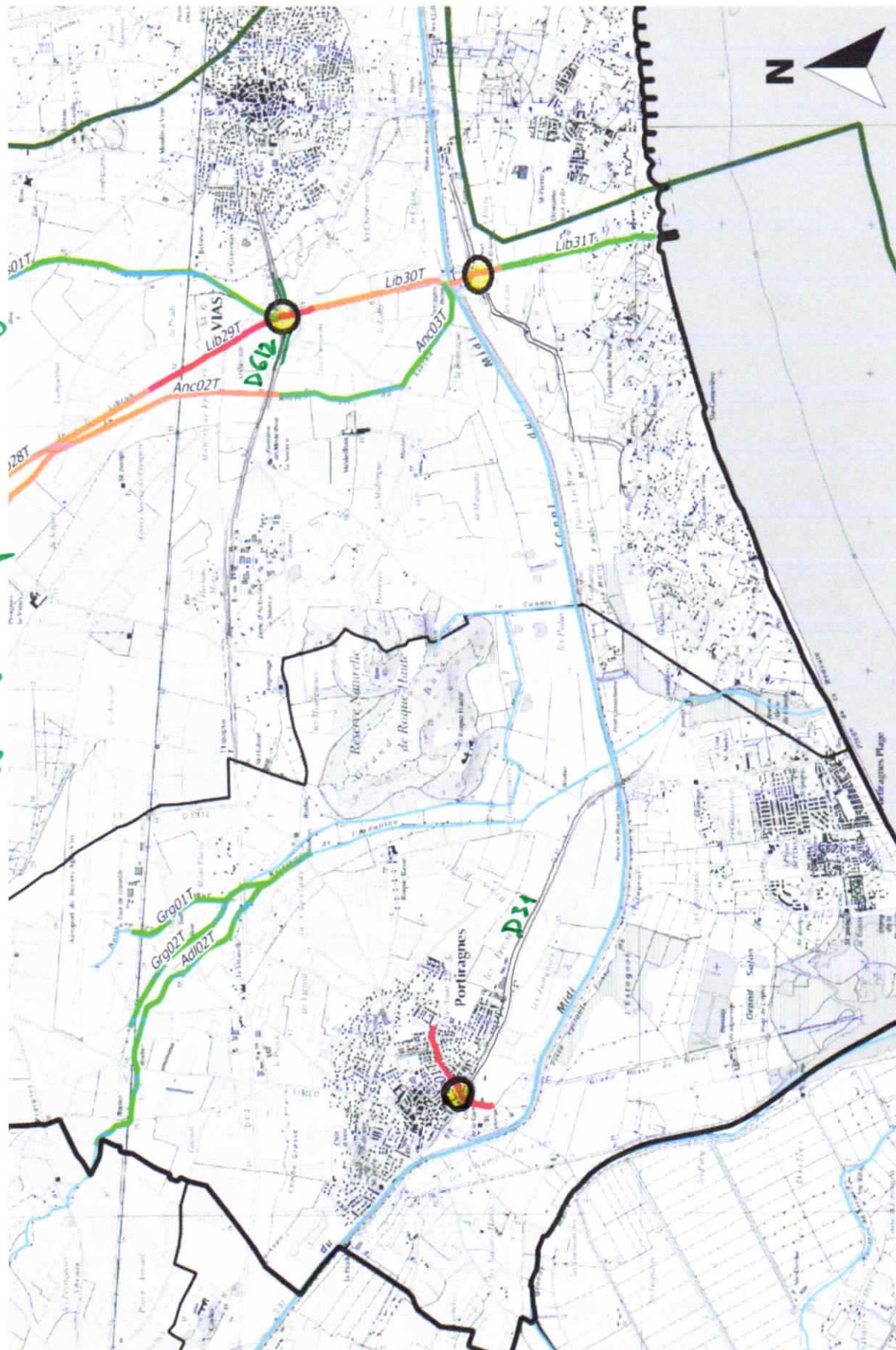
Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc

Le projet objet de l'enquête consiste en des travaux d'entretien des berges des cours d'eau et de la ripisylve des fleuves Orb et Libron sur le territoire de la communauté d'agglomération des Monts de Lacau et de la Montagne du Haut Languedoc



# Avis = Affichage des pavillons en format A2



- limite du bassin Orb-Libron
- limite de l'EPCI
- limite communale
- réseau hydrographique
- canal du midi
- Types d'intervention
- NIC
- Fonctionnel
- Risques

Orb et Libron : Code de tronçon  
 termine par T : intervention sur les 2 berges  
 termine par D : intervention en rive droite  
 termine par G : intervention en rive gauche

NB : l'ensemble des secteurs concernés par la DIG font l'objet du partage des droits de pêche demandé par la Fédération de pêche 34





drastique de la végétation répondant à des enjeux hydrauliques et au maintien de la fonctionnalité du milieu -gestion fonctionnelle : secteurs avec une fréquence quasi semblable mais avec une intensité moindre permettant de répondre aux attentes hydrauliques mais souscrivant une meilleure expression des fonctionnalités écologiques  
-non intervention contrôlée : surveillance sans intervention systématique mais laissant la possibilité d'intervenir si nécessaire  
Ce plan est évalué à 158 760€HT pour la période de 10 ans.

Par ailleurs l'EPTB a fait réaliser via un prestataire le dossier loi sur l'eau autorisant les travaux et de DIG (déclaration d'intérêt général) qui permettra à la CAHM d'accéder aux propriétés riveraines et à engager de l'argent public pour financer cette gestion.

Madame le Rapporteur précise que cette démarche, bien qu'arrivant en anticipation de la stratégie GeMAP1 de la CAHM, s'inscrit dans la droite ligne des opérations déjà engagées sur le territoire.

Ainsi, l'Assemblée délibérante est invitée à se prononcer et à émettre un avis sur l'exposé de son Rapporteur

## LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Où l'exposé de sa Vice-Présidente déléguée à l'environnement  
l'u le Bureau communautaire réuni en date du 13 mai 2019  
Après en avoir délibéré.

### DECIDE A L'UNANIMITE

- **D'APPROUVER** le Plan Pluriannuel d'Entretien et son dossier réglementaire
- **D'AUTORISER** le dépôt pour instruction du dossier réglementaire
- **DE PRELEVER** sur le Budget annexe GeMAP1 les crédits nécessaires à l'instruction du dossier et à la réalisation de l'enquête publique afférente ;
- **D'AUTORISER** le dépôt de demandes de financements de ces interventions auprès des partenaires
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son Représentant à signer l'ensemble des documents relatifs à cette démarche

Fait et délibéré à Nizas les jour, mois et an susdits

Le Président,

Gilles D'ETTORE



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HERAULT MEDITERRANEE

### SÉANCE DU LUNDI 27 MAI 2019

L'an deux mille dix neuf et le lundi 27 mai à dix-huit heures,

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération Herauld Méditerranée, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi en séance ordinaire, à Nizas (Salle des Fêtes), sous la présidence de monsieur M. Gilles D'ETTORE,

**Présents :**  
ADISSAN : M. Philippe HUPPE représenté par Mme Véronique MOULIERES AGDE : M. Gilles D'ETTORE, Mme Martine VIBAREL-CARREAU, M. Jean-Luc CHAILLOU, Mme Yvonne KELLER, Mme Chantal GUILLOU, M. Christian THERON, Mme Géraldine KERVILLA, M. Gérard REY (est arrivé à la question 15), M. Alain LEBAUDE ALMUES : M. Jean-Marie AT BESSAN : M. Stéphane PEPIN-BONET, Mme Laurence THOMAS CASTELNAU DE GUERS : M. Jean-Charles SERS CAUX : Mme Catherine RASIGADE CAZOULS D'HERAULT : M. Henry SANCHEZ FLORENSAC : M. Vincent GAUDY, M. Pierre-MARIUENDA, Mme Murielle LE GOFF LEZIGNAN LA CÈBE : M. Rami BOUYALA MONTAGNAC : Mme Nicole RIGAUD, M. Alain JALABERT NEZIGNAN L'EVEQUE : M. Alain RYGAUX NIZAS : M. Daniel RENAUD PEZENAS : M. Alain VOGEL-SINGER, M. Alain GRENIER, Mme Edith FABRE, M. Gérard DUFOUR, Mme Marie-Aimée POMAREDE M. Gérard BARREAU POMEROLS : M. Robert GAURAUD, Mme Marie-Aimée POMAREDE PORTIRAGNES : Mme Gwendoline CHAUDOIR, M. Philippe CALAS, M. Philippe NOSETTE SAINT THIBERY : M. Guy AMIEL, Mme Joséphine GROLEAU ST PONS DE NAUCHIENS : Mme Christine PRADEL TOUBRES : M. Christian JANTEL VIAS : M. Jordan DARTIER, Mme Pascale GENIEIS-TORAL, M. Richard MONEDERO

**Éléments Exacts :**  
AGDE : Mme Christine ANTOINE, M. Stéphane HUGONNET, M. Louis BENTAUOU, M. Rémy GLOMOT, M. Fabrice MUR, Mme Corinne SEWERT, BESSAN : Mme Yvette BOUTILLIER CAUX : M. Jean MARTINEZ NEZIGNAN L'EVEQUE : M. Edgar SICARD PEZENAS : Mme Christine GOMEZ

**Mandats et Mandatés :**  
AGDE : Mme Carole RAYNAUD donne pouvoir à Mme Martine VIBAREL-CARREAU, M. Sébastien FREY donne pouvoir à M. Gilles D'ETTORE FLORENSAC : Mme Noëlle MARTINEZ donne pouvoir à Mme Murielle LE GOFF MONTAGNAC : M. Yami LLOPIS donne pouvoir à Mme Nicole RIGAUD VIAS : Mme Catherine CORBIER donne pouvoir à Mme Pascale GENIEIS-TORAL, M. Bernard SAUCEROTTE donne pouvoir à M. Jordan DARTIER

**Secrétaire de Séance :** M. Stéphane PEPIN-BONET  
**Rapporteur :** Mme Gwendoline CHAUDOIR, vice-présidente déléguée

RECUEIL EN PREFECTURE  
05/06/2019  
VIA DOTELEC - FAST Actes  
05-644502638-20190527-Acte1002918-08

Madame la Vice-Présidente rappelle que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les EPCI des bassins-versants de l'Orb et du Libron mettent en œuvre la compétence GeMAP1 sur leurs territoires respectifs. Dans le cadre de l'application de cette compétence, ces EPCI ont souhaité mettre en œuvre un programme cohérent d'entretien des cours d'eau.

Par conséquent, madame le Rapporteur expose que ce programme a été élaboré par les techniciens de rivières de l'EPTB Orb-Libron, en collaboration avec leurs homologues des EPCI concernés pour l'ensemble des bassins-versants des fleuves Orb et Libron et sur une période de 10 ans, dans le but d'améliorer le fonctionnement hydromorphologique et écologique des cours d'eau.

Il s'inscrit dans la continuité des programmes déjà réalisés sur le bassin. Les secteurs d'intervention correspondent aux secteurs où la collectivité estime qu'il y a un intérêt général à entretenir les berges des cours d'eau et leur ripisylve.

Trois niveaux d'actions ont été définis :  
-gestion du risque : secteurs nécessitant des interventions plus ou moins régulières avec une gestion plus



République Française  
Liberté - Egalité - Fraternité

Département de l'Hérault  
Arrondissement de Béziers

**NOMBRE DE MEMBRES :**  
Affiliés au Conseil : 58  
En exercice : 58  
Ayant pris part à la délibération : 48  
- Présents : 42  
- Absents : 6

Date de convocation :  
Mardi 21 Mai 2019  
Affichage effectué le :  
- 6 JUIN 2019

**OBJET :**  
Plan pluriannuel des bassins-versants des fleuves Orb et Libron  
N° 002918

Question N°30 à l'O.J.  
Rubrique : 3.8  
Environnement





PREFET DE L'HERAULT

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer**  
SERVICE EAUX-RISQUES ET NATURE

Montpellier, le 16 juillet 2019

Affaire suivie par : M.DORTEL Fabrice  
Mail : fabrice.dortel@herault.gouv.fr  
Tél. : 04 34 46 62 24

Le Directeur Départemental  
à  
**Monsieur le Préfet**  
**Bureau de l'Environnement**  
**DRCL**  
**Préfecture de l'Hérault**  
**34 place des Martyrs de la Résistance**  
**34062 MONTPELLIER Cedex 2**

A l'attention de Mme Stéphanie POUTRAIN

**Objet : demande de Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G.) valant déclaration relative au plan pluriannuel d'entretien des fleuves ORB et LIBRON**

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES AGGLOMERATION HERAULT MEDITERRANEE** a établi un programme de travaux concernant l'opération visée en objet, soumis à une procédure de Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de la législation sur l'eau (articles L.211-7, 214 1 à 6 et R.214-32 à 40 et 88 à 104).

J'ai donc l'honneur de vous faire savoir que le dossier cité en objet, examiné par notre service, a été jugé complet, régulier, et conforme aux dispositions prévues par les articles R.214-88 à 104 du code de l'environnement.

La commune concernée par la procédure est : VIAS (siège de l'enquête). + Portiagnes -

En conséquence, je vous confirme notre accord pour le lancement de l'enquête publique au titre de la législation sur l'eau et reste à votre disposition pour vous faire parvenir le nombre d'exemplaires de dossiers nécessaires à la mise en œuvre de la procédure.

Au terme de cette enquête, je vous demanderai de bien vouloir m'adresser, le plus rapidement possible lorsqu'ils vous seront parvenus, le rapport du commissaire enquêteur accompagné des observations consignées sur le registre d'enquête.

Le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer

Copie : SMVOL

*Vu le Commissaire enquêteur*  
*[Signature]*



Vias, le 6 décembre 2019

**Objet :** Observations enquête publique

Déclaration d'Intérêt Général valant déclaration au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement

Nous avons pris connaissance du plan pluriannuel d'entretien du Libron et le descriptif des types d'intervention.

Nous avons bien noté qu'il existe 3 niveaux d'intervention :

- Non intervention contrôlée NIC vert : surveillance sans intervention systématique et programmée mais avec possibilité d'intervenir si nécessaire en cas d'enjeu « hydraulique » ou « écologique »
- Gestion fonctionnelle F orange : secteur nécessitant des interventions plus ou moins régulières pour maintenir les fonctionnalités « hydrauliques et écologiques du milieu (entretien des berges, ouverture de chenal de crue)
- Gestion risque R rouge : secteurs nécessitant des interventions plus ou moins régulières et une gestion plus drastique de la végétation répondant à un enjeu hydraulique qu'au maintien de la fonctionnalité du milieu (entretien des berges, ouverture de chenal de crue, fossés péribains)

Les dernières intempéries d'octobre 2019, ont déstabilisé les berges du Libron sur des secteurs identifiés en gestion Fonctionnelle. Afin de maintenir l'écoulement hydraulique dans le lit actuel, il est nécessaire de prévoir la restauration de la digue endommagée et un entretien régulier

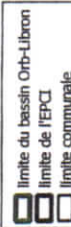
La partie des écluses du Canal jusqu'à l'embouchure dans la mer mériterait d'être entretenue de façon régulière. Bordées par des campings, un centre aéré, pour jeunes, les berges du Libron sont fréquemment empruntées et se doivent d'être sécurisées. De plus, parallèlement à la réalisation de travaux d'entretien, et dans un objectif de préservation écologique du milieu naturel, il est important d'effectuer des contrôles des systèmes d'assainissement autonomes, dont les rejets se déversent dans le Libron et autres fossés affluents.

Egalement, dans un souci de préservation écologique, il est nécessaire de prévoir l'enlèvement d'épaves de bateaux localisées à l'embouchure du Libron, qui peut également obstruer l'écoulement des eaux.

**M. Jacques BOLINCHES**  
Adjoint au Maire  
Délégué aux Travaux et Voiries,  
Espaces Verts et Propreté



Cartographie détaillée  
des secteurs concernés  
par le Plan Pluriannuel  
d'Entretien





Monsieur Bernard de Clock

Monsieur LE COMMISSAIRE ENQUETEUR ; pluie du 22,23 octobre 2019

À la suite du petit exposé fait in situ à la mairie, je souhaite apporter par la présente des précisions quant à mon dire.

Je note que quelques petits travaux sans toucher au lit du fleuve Ardailhou, vont être effectués. Est-ce bien ça qu'il faut faire ? moi je pense qu'il faut s'attaquer à la source du problème qui n'est pas le réchauffement climatique mais recurent et amplifié par l'urbanisme.

Le bassin versant de l'ex-fleuve Ardailhou, d'environ 20 KM2, (avant que le canal de Paul RIQUET en interrompe le cours jusqu'à la mer).

ci-joint carte IGN du bassin versant et agrandissements du manque de bassin au droit de l'urbanisation récente.

Il est curieux que cette enquête pourtant sur entre autres l'Ardailhou utilise une carte du siècle dernier alors que nous sommes en 2019 et que tous ces aménagements n'y sont pas mentionnés bien qu'étant sur les cartes IGN disponible pour le public.

Ce faisant il est difficile de prendre en compte visuellement de ces modifications, qui dans un micro climat très local, en cause de la présence des embouchures en mer des trois fleuves régionaux sur moins de 20 kilomètres (AUDE, ORB, HERAULT) ?

Bien-sûr vous allez me dire que c'est la première fois qu'un tel cumul de pluies arrive ! et bien non depuis 1857 nous avons des relations des frasques de ce petit ruisseau l'Ardailhou, personnellement j'en avait déjà informé les pouvoirs publics en octobre 2003 et toujours sans succès !

Faudra t-il une grosse catastrophe, un train qui déraile en pleine vitesse, une station touristique sous les eaux en pleine saison avec 40 000 touristes, ... pour prendre en compte un problème local qui date, dans peu, depuis deux siècles, soit 6 générations de responsables publics !

Merci de votre écoute Bernard de Clock

le 12/11/2019  
Bernard de Clock

VU  
Le Commissaire Enquêteur

Michel FREMOLLE  
16 pages

Monsieur LE COMMISSAIRE ENQUETEUR ; pluie du 22,23 octobre 2019

Je note que quelques petits travaux sans toucher au lit du fleuve Ardailhou, vont être effectués. Est-ce bien ça qu'il faut faire ? moi je pense qu'il faut s'attaquer à la source du problème qui n'est pas le réchauffement climatique mais récurant et amplifié par l'urbanisme.

## « Article 640

- Créé par Loi 1804-01-31 promulguée le 10 février 1804

Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

Un aménagement récent mal calibré à la ZAC du PUECH vient d'augmenter les préjudices causés aux fonds inférieurs. (Cf photos)

Le bassin versant de l'ex-fleuve Ardailhou, d'environ 20 KM2, (avant que le canal de Paul RIQUET en interrompe le cours jusqu'à la mer).

ci-joint carte IGN du bassin versant et agrandissements du manque de bassin au droit des urbanisations récentes.

Il est curieux que cette enquête pourtant sur entre autres l'Ardailhou utilise une carte du siècle dernier alors que nous sommes en 2019 et que tous ces aménagements n'y sont pas mentionnés bien qu'étant sur les cartes IGN disponible pour le public.

Ce faisant il est difficile de prendre en compte visuellement de ces modifications, qui dans un microclimat très local, en cause de la présence des embouchures en mer des trois fleuves régionaux sur moins de 20 kilomètres (AUDE, ORB, HERAULT) ?

Bien-sûr vous allez me dire que c'est la première fois qu'un tel cumul de pluies arrive ! et bien non depuis 1857 nous avons des relations des frasques de ce petit ruisseau l'Ardailhou, personnellement j'en avait déjà informé les pouvoirs publics en octobre 2003 et toujours sans succès !

Faudra-t-il une grosse catastrophe, un train qui déraile en pleine vitesse, une station touristique sous les eaux en pleine saison avec 40 000 touristes, ... pour prendre en compte un problème local qui date, dans peu, depuis deux siècles, soit 6 générations de responsables publics !

Mais l'évacuation de toute cette eau continue à se faire par une buse de 35 centimètres de diamètre (constat fait en présence de Messieurs THEROMET GONZALEZ ce 27 novembre 2019 et que je remercie)

Curieusement après les inondations subies par la VILLE de VILLENEUVE les BEZIERES, sur FR3, un responsable des travaux de la SNCF, annonce des études faites par la PREFECTURE, quid ?

Merci de votre écoute Bernard de Clock

PJ :

Carte Domaine de ROQUE-HAUTE vers 1835

VU  
Le Commissaire Enquêteur

Michel FREMOLLE  
12 documents

→ P.1/16

162



M. CLANET, D. LAIN  
60 avenue Jean Moulin  
34420 Portiragnes



Je suis étonné par ce projet qui n'est en fait que du "petit bridage". Sur Portiragnes nous sommes quasi cul-de-sac, et pourtant les nouveaux aménagements recouvrent de plus en plus d'eau venant de l'amont urbanisation, zones industrielles à part de mer, et l'aéroport avec d'immenses parkings qui ne feront qu'augmenter les débits d'eau. et ainsi causer des dégâts plus importants aux cultures et aux terrains plus en aval.

Un redoublement et un véritable entretien de ces nombreuses catènes sont devenus plus qu'indispensables.

VU  
Le Commissaire Enquêteur  
  
Michel FREMOLLE

FELTZ J. Pierre  
cote ouest Vius

#23 chemin du GLABEL

ce 29.11.2019

Monsieur le commissaire enquêteur Public ORB/LIBRON

le 19 septembre le début de la tempête et une photo prise au Tour de vague (cote Rouven Plage) en date du 20.9 ou le vent point sur la baie Rapide et poste (Village) le pluviomètre voulait: inondation ou bouché! le pluviomètre voulait: inondation ou bouché! le pluviomètre voulait: inondation ou bouché!

ou soit. euvre la base de 100 même époque (VIAS) Venu pour la 1<sup>re</sup> fois en 1982 même époque (VIAS) ce point bas inondait l'accès vers la mer. inondé, par ces fenêtres Cevenelles, voici 45 ANS les jours suivant la catastrophe de Villeneuve les Beziers et plus de 17 ans, entre Montpellier/Narbonne HS L'entretien est bien expliqué, Gaillardet assume et pouvait cette Maïre et les épenchoirs du canal dans ce secteur manquant d'entretien. ASA Gaillardet

un projet de Pallu en 2002 permettait d'installer en fin de l'été entre Portiragnes et Vias, etc. Le vote pensait que le long des vivières de Tel ouvrage seraient à l'entretien voir aménagé. Ou ces jours ont été les jours ou l'ALSA est redevenue Française et que l'Allemagne à été forcée et acceptée le début du canal d'ALSACE et les écluses hydrauliques le Gers. La 1<sup>re</sup> Niffu pour l'entretien le Gers. à cet égard, par une plus d'œuvre et de nombreux POLDER régularisent les crues.

1. nombreux POLDER régularisent les crues. Mais le plus urgent est de voir le véhicule qui emplit ces crues. Veuillez accepter ma parfaite considération. Aout-85 Le Commissaire Enquêteur VU

Michel FREMOLLE





## PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT

### ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

#### À LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL VALANT DÉCLARATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN DES FLEUVES ORB ET LIBRON SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION HÉRAULT MÉDITERRANÉE ( A.P. n° 2019-I-1287)

### Procès-verbal de la réunion du 13 décembre 2019 Pour la remise de la synthèse des observations

#### Présents :

- Michel FRÉMOLLE : commissaire-enquêteur (CE)
- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) représentée par :
  - . M. Sébastien THÉRON, chef du service Ingénierie et Risques
  - . M. Benjamin GONZALEZ, technicien de l'EPT de Bassin Orb – Libron

Une réunion de coordination s'est tenue à la mairie de Sauvian, avec l'ensemble des intervenants des enquêtes publiques en cours sur le bassin Orb-Libron le 13.12.2019 à partir de 9h30. M. Frémolle a communiqué à la CAHM la synthèse des observations recueillies lors de l'enquête publique qui a été clôturée vendredi 6 décembre 2019 à 17h00, y compris le registre dématérialisé.

Conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Environnement, la CAHM dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

L'ensemble des observations a été répertorié ci-après :

Voir  
chap IV  
du  
rapport

- Observations orales des personnes reçues lors des permanences,
- Observations inscrites sur les registres papier mis à disposition dans les mairies de Vias et Portiragnes,
- Observations inscrites sur le registre dématérialisé,
- Lettres reçues en cours d'enquête,
- Et les questions posées au maître d'ouvrage par le CE.

Pour la CAHM

P.O. Benjamin Gonzalez

Dressé en 3 exemplaires,  
Le commissaire-enquêteur



Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Vous nous avez fait parvenir le 13 décembre, la synthèse des observations recueillies au cours de l'enquête dont vous avez la charge sur notre EPCI vis-à-vis du programme pluriannuel d'entretien des fleuves Orb et Libron. Après lecture attentive de ce document permettez-moi de répondre ci-après à vos demandes, portant comme vous le relevez sur des domaines extérieurs à l'objet de l'enquête à proprement dit.

-remarques relatives au contexte d'aménagement du bassin-versant de l'Ardaillhou :

Vous nous questionnez sur un possible prise en compte au sein du SAGE Orb-Libron, d'une meilleure intégration des effets cumulés d'aménagements. Le contenu actuel du SAGE répond aux effets de l'imperméabilisation au travers de sa règle n°5 via le respect des 3 mesures cumulées suivantes, lors de l'instruction de tout projet soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau :

- l'absence de débordement des bassins de rétention pour les épisodes inférieurs ou égaux à l'occurrence centennale ;
- le volume de la rétention calculé sur la base minimale de 120 l/m<sup>2</sup> imperméabilisé ;
- le débit de fuite du bassin de rétention doit être compris entre les débits de pointe biennal et quinquennal en situation non aménagée.

Il est toutefois possible que, du fait d'une part de l'antériorité de certains aménagements et de l'absence d'étude hydraulique d'ensemble, certains effets puissent être relevés.

Dans nos échanges avec l'EPTB Orb-Libron nous avons pu les informer de cette lacune.

D'autre part, actuellement les services de l'Etat concourent à remettre à jour le PPRI de la commune de Portiragnes, notamment via une meilleure modélisation du bassin-versant de l'Ardaillou. Cette démarche permettra d'expertiser cette situation.

Enfin de notre côté, la CAHM procède à l'élaboration de son schéma directeur des eaux pluviales. À ce titre l'article L.2224-10 du CGCT offre la possibilité pour la collectivité de délimiter « les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ».

*Valérie Commissaire-enquêteur*  
*ML*

Toutefois et afin de répondre à la problématique de bon écoulement des eaux stockées en amont du canal du midi entre le lieu-dit les Palus et le pont de Roque-Haute (zone de confluence de l'ardaillou dans le canal du Midi ; parcelles AW113 et 115), il nous paraît important d'intégrer au programme d'entretien la prise en compte du tronçon à l'amont immédiat de la buse d'écoulement dans le canal sur une distance de 50m afin d'assurer sa non obstruction. Un passage annuel sera donc incorporé sur la durée de la DIG.

La question de la situation du Trou du Ragout est problématique car altimétriquement plus basse d'où son appellation et liée à sa proximité avec la dune, générant une évacuation des eaux via un fonctionnement type Grau. Toutefois la très forte anthropisation du lieu a compliqué l'ouverture vers la mer. Sur ce point aucune réponse immédiate ne peut être apportée par l'Agglomération, toutefois ce lieu fait l'objet d'une réflexion plus globale dans le cadre d'un projet de recul des enjeux sur ce tronçon de côte soumis à une forte érosion.

-remarques portant sur le Libron :

Vis-à-vis des questionnements sur St-Privat nous avions pu échanger en amont de l'enquête sur cette demande qui sort clairement du programme et relève de la gestion à faire par le propriétaire riverain (article L.215-14 du code de l'environnement). Pour compléter le propos, ce programme vise prioritairement à intervenir sur les secteurs pouvant présenter un danger pour les personnes, via la gestion des linéaires pouvant impacter les infrastructures ou habitations.

Concernant la seconde question, sur le tronçon à l'aval du canal du Midi, il est convenu avec la commune qu'une réunion spécifique serait organisée.

-réseau SNCF :

Nous prenons note de la demande de la société SNCF réseau concernant les interventions à proximité des ouvrages et les informons selon les moyens évoqués lors de la phase travaux.

Espérant avoir pleinement répondu à vos demandes, je profite de la présente pour vous remercier de la qualité de la communication réalisée lors de vos entretiens et vous adresse, Monsieur, mes salutations distinguées.

**Gilles D'ETTORE,**  
**Président de la Communauté d'Agglomération**  
**Hérault Méditerranée**

